

A photograph of a woman with reddish hair, wearing a purple vest, holding a large white sign with both arms raised. The sign has the text 'QUI GOUVERNE LE MONDE ?' in bold, black, hand-painted capital letters. The background is a blurred city street at night with lights and buildings.

**QUI GOUVERNE
LE MONDE ?**

Mouvement social et gouvernance mondiale

**Pour un mouvement
démocratique
cosmopolitaire**

série CAHIERS DE PROPOSITIONS

Jean Rossiaud
novembre 2012

FⁿGM
Forum pour une nouvelle
gouvernance mondiale 

Les cahiers de propositions

Le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale favorise l'élaboration et la diffusion d'une collection de cahiers de propositions les plus pertinentes pour mettre en œuvre les ruptures et les mutations nécessaires à la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale, plus juste et plus soutenable.

Les cahiers de propositions sont publiés en différentes langues et regroupés selon une grille composée des cinq grands chapitres de la gouvernance mondiale :

- Écologie et gestion de la planète
- Économie et globalisation
- Gouvernance politique, systèmes étatiques et institutions
- Paix, sécurité et conflits armés
- Connaissance, science, éducation, société de l'information et la communication



Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale
Novembre 2012
www.world-governance.org

Graphisme : Elsa Lescure

Impression :

Image de couverture : montage réalisé à partir d'une photo de la coopérative Sub (Argentine).

<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr>



Ce cahier est sous Licence Creative Commons permettant aux lecteurs de l'utiliser, le reproduire, le diffuser, sous la condition de mentionner le titre, l'auteur et le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale.

Mouvement social et gouvernance mondiale

**Pour un mouvement
démocratique
cosmopolitaire**

Jean Rossiaud

novembre 2012

J'adresse mes remerciements les plus vifs au FnGM et, tout particulièrement, à Gustavo Marin dont la bienveillante ténacité n'a eu d'égal que sa critique sans concession de mes propos. Merci également à Arnaud Blin et à Fabienne Fischer pour leurs remarques et suggestions toujours constructives.

« Et ici nous sentons que nous approchons d'une révolution considérable (si considérable qu'elle n'aura peut-être pas lieu), celle qui concerne le grand paradigme de la science occidentale (et de façon corrélative de la métaphysique qui en est tantôt le négatif, tantôt le complément) [...].

Ce qui affecte un paradigme, c'est-à-dire la clé de voûte de tout un système de pensée, affecte à la fois l'ontologie, la méthodologie, l'épistémologie, la logique, et par conséquent, la pratique, la société, la politique. »

Edgar Morin

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS : TIRER LES LEÇONS DE RIO+20	8
S'engager à répondre à la question du siècle	9
Un nouveau paradigme de pensée pour un nouveau paradigme d'action	10
Première question : comment définir le monde actuel dans sa différence d'avec les mondes précédents ? ..	10
Deuxième question : comment définir la forme politique qui permettra la gouvernance mondiale ?	11
Troisième question : comment définir le mouvement qui permettrait un contrôle démocratique de la gouvernance mondiale ?	12
Vers un mouvement cosmopolitaire pour construire un système politique mondial	14
 PARTIE 1. ANALYSE	15
Introduction :	
Dans la transition entre modernisation et moNdernisation	16
Les contours du mouvement démocratique cosmopolitaire	21
L'émergence d'un nouveau mouvement social	21
Mondialisation & Anti-mondialisation	22
Mondialisation & Altermondialisation	23
Mondialisation et démocratisation : mobilisations globales – manifestations locales	24
Mondialisation des mobilisations sociales	24
Un enjeu post-guerre froide : la mondialisation de la démocratie	25
De la fragmentation des luttes à leur mise en réseau	26
Une explosion des champs et des formes de lutte.....	26
La multiplication des organisations du mouvement social	26
Des mobilisations plus éphémères	27
Homogénéisation idéologique et coordination des mouvements	27
Rénovation de la gauche et démocratisation des luttes	28
Vers la démocratisation permanente	28
Homogénéisation du discours et coordination des stratégies à travers les réseaux transnationaux d'ONG	29
De l'Anti- à l'Alter-mondialisation.....	30
Le Zapatisme comme exemple	35
La Gouvernance mondiale : forme démocratique de l'État mondial	36
Une gouvernance mondiale démocratique n'est pas possible sans un État mondial (État de droit) ni un gouvernement mondial (qui pilote les politiques publiques).....	37

PARTIE 2. PROPOSITIONS	40
1. Premier constat	
Le niveau global / planétaire de la gouvernance est un impensé du « politique »	40
A. Consolider et diffuser le concept de « mouvement cosmopolitaire » : le mouvement pour une gouvernance mondiale	41
B. Définir les contours d'un mouvement démocratique cosmopolitaire	42
2. Deuxième constat	
Le mouvement démocratique cosmopolitaire (mouvement pour la gouvernance mondiale) n'existe pas encore : les organisations et les individus qui le composent n'en ont pas pleine conscience	42
3. Troisième constat	
La société civile transnationale s'est constituée sur une base sectorielle / thématique : cela ne suffit pas à répondre aux enjeux systémiques et globaux contemporains	43
A. Repérer les réseaux d'acteurs constitués sur une base sectorielle / thématique et travailler avec eux sur la Gouvernance mondiale globale	44
B. Travailler sur les domaines qui forment l'ossature de l'État mondial en gestation, c'est-à-dire qui institutionnalisent déjà une Gouvernance mondiale démocratique : le droit international et les organisations onusiennes et multilatérales (BIT, OMC, etc.)	45
CONCLUSIONS	46

AVANT PROPOS : TIRER LES LEÇONS DE RIO+20

Le sommet de Rio+20 n'aura été ni un échec ni un succès. Il faut simplement le prendre pour ce qu'il a été et non pour ce que nous aurions rêvé qu'il fût.

Observons-le comme un arrêt sur image dans le film des rapports de forces en présence, tant dans « le penser global », que dans « l'agir global », c'est-à-dire à l'échelle planétaire.

Rappelons tout d'abord que ce sommet de Rio n'était pas inscrit dans la stratégie internationale des puissances de ce monde. Les soucis et enjeux immédiats des États étaient en juin 2012 d'un tout autre ordre. Il faut en prendre acte.

Le Sommet de Rio+20 répondait à la logique des programmes et agences de l'ONU, qui périodiquement font un point sur la situation *mondiale*, ici en matière d'environnement : après Stockholm en 1972 et Rio 1992, il fallait un sommet Rio+20 en 2012.

Ni les États-Unis, ni l'Europe, ni les soi-disant pays « émergents » réunis dans le G20 ne voulaient de ce sommet à ce moment précis; ils savaient bien, et ils en avaient déjà eu la preuve en décembre 2009 à Copenhague - que les conditions de négociations internationales (entre les États) n'étaient pas réunies pour aboutir au moindre accord.

Le monde attendra ; la catastrophe, ou le chaos, peut-être pas.

Malgré cela, l'ONU a obtenu son sommet, et ce n'est déjà pas si mal. Le principal résultat : la mobilisation à l'échelle planétaire des sociétés civiles nationales et de la société civile transnationale, des opinions publiques, des milieux académiques, des fonctionnaires d'État et de ceux du monde onusien. Les effets secondaires : une immense frustration et le sentiment d'un jeu de dupe, d'un spectacle sans acteur.

Et pourtant la conscience progresse : il aura fallu 40 ans pour que les constats et prévisions posés par une minorité d'écologistes (qui passaient pour risiblement catastrophistes à l'époque) soient aujourd'hui repris en cœur par l'immense majorité des médias et des politiques. Plus personne – ou presque - ne nie la brutale réalité du réchauffement climatique, la baisse extrêmement dommageable de la biodiversité et la non durabilité du système de production et de consommation à l'échelle planétaire.

Mais le système est bloqué. Les acteurs rabâchent un texte qui n'opère plus, ni sur le plan de la pensée, ni sur celui de l'action. Sans parler de la vacuité du concept d'économie verte.

Et même si le *momentum* d'un basculement de paradigme pour sortir de la crise écologique et sociale n'a jamais été aussi proche, nul ne peut pourtant assurer aujourd'hui que nous ne le laisserons pas passer.

Pour sortir de l'impasse, c'est *un double changement de perspective* qu'il faut opérer : un changement dans le champ de la pensée et un changement dans le champ de l'action sociale et politique. Il nous faut donc entrer dans deux transitions simultanément, et relier entre elles ces deux transitions.

Mon propos dans ce cahier pourra apparaître à certains, comme « utopiste » et trop ambitieux : c'est parce qu'il ne se résigne pas à penser le monde avec les concepts à disposition, et parce qu'il se place résolument à un niveau d'action sociale particulièrement élevé : celui universel et mondial de l'Humanité.

J'ai en effet choisi l'option de placer ma théorie dans un temps suffisamment long pour comprendre au moins l'ère moderne, dans un espace géographique suffisamment étendu pour saisir l'ensemble de la planète et dans une sociologie suffisamment large pour prendre pour objet l'Humanité dans son universalité.

S'engager à répondre à la question du siècle

J'ai choisi de considérer **l'Humanité** comme un « **sujet historique** », qui peine à émerger, à un moment charnière de la modernité politique, où la *démocratie*, fragilisée du local au national, est *inexistante* au seul niveau où les enjeux cruciaux de l'Humanité se posent aujourd'hui : celui du système mondial.

La crise écologique planétaire, et l'incapacité du système international des États à y répondre, démontrent que « condition humaine » est aujourd'hui universelle ; plus qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Elle pousse l'Humanité (qu'on a nommée « race humaine » ou « genre humain ») à se penser aujourd'hui en « communauté-monde », à se constituer en « société-monde » et, à la manière d'une « nation-monde », à défendre collectivement sa survie et son avenir.

L'Humanité peine déjà à se percevoir en communauté-monde, la conscience de partager un destin commun à l'échelle de la planète n'est encore pas assez largement partagée. De surcroît, seule la constitution d'une forme – quelle qu'elle soit – de *pouvoir politique planétaire* pourrait constituer une « société monde ». C'est la Constitution de la Confédération helvétique qui a forgé le sentiment d'être Suisse ; et c'est l'Union européenne qui construit aujourd'hui l'identité européenne.

Le système international ou onusien contemporain, en revanche, fondé sur la diplomatie bi- ou multi-latérale, ni même le G8 ou le G20 s'avèrent inopérant pour constituer le minimum de structure institutionnelle permettant de mettre en œuvre une *gouvernance mondiale*.

Une gouvernance mondiale effective est pourtant indispensable aujourd'hui à la survie de l'Humanité sur terre, sans même parler ni des aspirations des êtres humains, à

la liberté, à l'égalité et à la solidarité, ni encore moins de leur désir d'émancipation.

Comment rendre opérante la gouvernance mondiale : voilà, à mon sens, « **l'enjeu du siècle** » à laquelle nous devons nous engager à répondre. Il y aurait urgence ; mais nous n'en avons pas encore les outils théoriques pour y répondre, ni *a fortiori* les forces sociales et politiques nécessaires pour instaurer les conditions de cette gouvernance.

Un nouveau paradigme de pensée pour un nouveau paradigme d'action

Lorsqu'on s'appuie sur une nouvelle théorie pour fonder une nouvelle stratégie d'action, la première difficulté à laquelle on se trouve confronté – et en même temps la plus grande – est que l'on est contraint de forger de nouveaux concepts, puisque ceux que l'on trouve dans la boîte à outils des idées sont soit si usagés qu'ils devraient être complètement reconstruits, soit complètement éculés ou obsolètes pour décrire, saisir et faire comprendre la nouvelle problématique : un nouveau paradigme de pensée et d'action nécessite donc de nouveaux concepts.

Ce cahier est une tentative de poser de nouveaux concepts sociologiques, en proposant quelques néologismes, dans l'objectif de répondre aux questions suivantes :

Première question : comment définir le monde actuel dans sa différence d'avec les mondes précédents ?

Dès son émergence il y a cinq ou six siècles, la modernité a toujours été porteuse de mondialisation. Cependant, à la suite des deux guerres mondiales et de la guerre froide, l'Humanité a connu, dans les années 1990, une très forte accélération de la mondialisation, rendue notamment possible par la libération de nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'expansion formidable de la communication digitale a eu pour conséquence de renforcer, auprès de couches toujours plus importantes de la population mondiale, le sentiment d'appartenance à une communauté humaine unique (même très diversifiée) s'avançant vers la même destinée. Même s'il a été peu encore analysé et compris, ce phénomène marque une véritable rupture "épistémique" dans l'histoire de l'Humanité.

Parallèlement, si l'on peut observer que la *première modernité* permet l'expression d'un *désir sans limite d'émancipation* individuelle et collective, la *seconde modernité*¹, tout en reprenant également à son compte le désir d'émancipation, inscrit celui-ci dans les *limites de la durabilité*.

1. Faute de place, je n'expose pas si la théorie de la modernité (ou du système mondial moderne) sur laquelle je m'appuie pour forger mon concept de modernisation. Cela nous éloignerait d'ailleurs de notre propos.

J'appelle « **moNdernité** », le système mondial moderne dans sa structure formelle contemporaine, et « **moNdernisation** » le processus continu de mondialisation de la modernité, inhérent au système mondial moderne. La moNdernité et la moNdernisation constituent le système mondial qui correspond à la seconde modernité, qui inscrit notamment le désir d'émancipation individuelle et collectif dans les limites de la durabilité.

Deuxième question : comment définir la forme politique qui permettra la gouvernance mondiale ?

À l'instar des communautés ethniques ou nationales, la communauté mondiale, c'est-à-dire l'Humanité ayant la conscience de partager un destin commun à l'échelle de la planète, ne peut advenir comme sujet historique (sujet de sa propre histoire sur la planète) sans la constitution d'institutions politiques légitimes sur le plan planétaire ; et surtout d'une *institution de ces institutions*², qui constituerait la clé de voûte de la moNdernité, en garantissant la cohérence de l'édifice politique mondial et en permettant que s'opère un contrôle sur sa gouvernance.

2. « L'institution des institutions » n'est-ce pas la définition que donne Henry Lefebvre... de l'État ?

J'appelle **État mondial** la forme de pouvoir politique planétaire qui permettra la mise en œuvre de la gouvernance mondiale.

3. Selon l'expression d'Alain Touraine.

L'idée d'un État mondial peut faire peur, si on imagine qu'il pourrait s'instituer un Léviathan totalitaire.

Mais on peut également l'imaginer comme une Confédération minimale, reposant sur le principe de la subsidiarité active, ou une fédération de fédérations continentales, ou encore une organisation internationale de troisième type (après la SDN et l'ONU), dont les Organisations internationales et les agences spécialisées constitueraient autant de « ministères mondiaux ». Ou un mélange de ses formes d'organisation politique.

Pourtant, à bien y réfléchir, c'est l'absence actuelle d'État mondial qui est effrayante, parce qu'aucune régulation systémique, *a fortiori* aucun contrôle démocratique n'est opposable aujourd'hui, ni aux *dominations* impérialistes, ni à l'*exploitation* économique sans borne des ressources et des populations par des multinationales et des mafias, ni à l'*hégémonie* culturelle de la société de consommation et du gaspillage, au niveau même où ces dominations, ces exploitations et ces hégémonies opèrent : le niveau mondial.

L'absence d'État mondial limite les mouvements sociaux à la « résistance », à un répertoire d'actions défensives ou réactives, sur les plans local ou national. Les mouvements sociaux ne peuvent ainsi n'exprimer que ce qui relève de leur « face d'ombre »³.

La « face de lumière » des mouvements sociaux, qui s'exprimerait par des actions positives, offensives, proactives, en promouvant des intérêts ou des valeurs collectifs construits dans et par le débat démocratique, et qui porterait les revendications du mouvement social dans la sphère politique, ne peut voir le jour, pour une raison simple : la résolution des problèmes se pose aujourd'hui principalement sur le plan mondial et non plus sur les plans national ou local. Cela contribue à augmenter le sentiment de frustration, d'impuissance et de cynisme des acteurs sociaux et de la population dans son ensemble, tout en décrédibilisant les politiques en place, qui ne peuvent pas imposer leur pouvoir ou négocier sur des options politiques ou économiques qui ne relève finalement pas de leur ressort.

Depuis une dizaine d'années, un nouveau mouvement social mondial d'un genre nouveau s'est constitué pourtant en s'exprimant positivement, dans un registre qui correspond à la « face de lumière » du mouvement social : le mouvement altermondialiste.

On l'observe principalement dans le cadre des Forum sociaux mondiaux ou lors des sommets parallèles organisés lors des grands sommets onusiens. Même si on peut le considérer aujourd'hui comme *le plus grand mouvement social de tous les temps*, il est pourtant totalement impuissant à peser de manière significative sur l'ordre du monde, ne trouvant pas de vis-à-vis au niveau où s'opèrerait le rapport de force : le niveau mondial.

Troisième question : comment définir le mouvement qui permettrait un contrôle démocratique de la gouvernance mondiale ?

Il est donc temps d'en appeler à la création d'un mouvement démocratique mondial, qui porte l'institution de l'état de droit au niveau aujourd'hui opérant : le niveau mondial.

J'appelle « **mouvement démocratique cosmopolitaire** » le mouvement social mondial qui *aura pour revendication première la constitution d'un État mondial*, à l'instar des mouvements *nationalitaires* qui revendiquaient la création d'États nationaux aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, pour dépasser les féodalismes et les localismes qui empêchaient l'avancée des aspirations sociales et politiques des individus et des peuples, nés de la première modernité.

Prenant pour base les avancées idéologiques du mouvement altermondialistes (cf. *infra*), s'appuyant sur les répertoires d'actions aussi bien « alter-mondialiste » que « anti-mondialisation », élargissant sa base sociale aux acteurs sociaux frustrés par les blocages actuels (représentants de petits États ou d'institutions internationales), le « mouvement démocratique cosmopolitaire » serait précisément un mouvement davantage « politique » (méta-idéologique) que « social » au sens strict. Sa mission historique serait de créer les conditions politiques de la réorganisation des forces

sociales (et donc de l'émergence de nouveaux mouvements sociaux), dans un cadre à la fois plus mondial et plus démocratique.

Le mouvement démocratique cosmopolitaire disparaîtrait ainsi probablement de lui-même, le jour où un État mondial serait créé, comme ont disparu les mouvements nationalitaires au moment où l'État qu'ils appelaient de leurs vœux était créé.

En effet, l'État mondial démocratique, qui émergerait sous la pression du mouvement démocratique cosmopolitaire, n'instaurerait pas une société mondiale pacifiée ; loin s'en faut. Il ne ferait disparaître ni la domination, ni l'exploitation, ni l'hégémonie à l'œuvre du local au global. Mais il rendrait à nouveau enfin possible le redéploiement de l'action collective aux bons niveaux de gouvernance. Il serait un cadre bien plus opérant pour l'expression des forces sociales antagonistes et leurs expressions idéologiques ou politiques.

L'État mondial permettrait également de relégitimer à la fois le système politique mondial⁴, à tous ses niveaux du local au global, et les expressions multiples de ses contestations... également à tous les niveaux.

4. Je définis ici
« mondial » comme
la dialectique entre
le local et le global

C'est à travers le dialogue et la négociation avec les organisations de la *société civile mondiale*, et par les défis que lui poseraient les *mouvements sociaux mondiaux* sur les orientations sociétales fondamentales prises au nom des peuples et des citoyens du monde, que l'État mondial, arbitre et pilote, serait le garant de la gouvernance mondiale (dont les formes seraient alors débattue démocratiquement).

Un État mondial permettrait ainsi *que l'action collective (sociale ou politique) retrouve un sens*, parce qu'elle se déploierait dans un champ de forces cadré institutionnellement.

Le « penser global, agir local » de la première écologie politique ne suffit plus ; il faut désormais également « penser local et *agir global* ». Et de fait, c'est sur la « gouvernance mondiale » qu'il s'agit de s'interroger.

Parler de gouvernance, c'est parler de politique. Et parler de gouvernance mondiale... signifie que nous devons parler de *politique mondiale*. Et c'est là que nous arrivons au « trou noir » de la pensée politique contemporaine, car il n'existe pas de réels discours de partis politiques sur la politique mondiale.

Les partis politiques – indépendamment de leurs orientations idéologiques – construisent des discours et des programmes à tous les niveaux politiques et institutionnels auxquels ils agissent. Ils savent s'adresser au niveau local (voire métropolitain), au niveau des relations entre l'État central et les régions (ou États fédérés), au niveau des relations entre États, voire même de l'intégration régionale (Union européenne, Mercosur, ASEAN, Union africaine, etc.). Mais au-delà de cela : rien ! Le discours idéologique des partis politiques, ou des organisations de la société civile, ou même des mouvements sociaux transnationaux, ne soulèvent pas

la question de la « gouvernance globale » en tant que telle.

Les défenseurs du développement durable à l'ONU, ou dans les ONG, sont restés bloqués au niveau *international* ; ils n'ont pas réussi à passer au *niveau global de la gouvernance*, ni même à une conception de la gouvernance qui soit réellement *mondiale* (c'est-à-dire qui reconnaisse la dialectique permanente entre le global et le local, permettant la subsidiarité active et la souveraineté populaire à tous les niveaux politiques). En un mot : personne ne dispose aujourd'hui d'une vision démocratique et multi-niveaux de la gouvernance mondiale (encore moins d'un programme politique pour la mettre en œuvre).

Vers un mouvement cosmopolitaire pour construire un système politique mondial

Quarante ans après Stockholm et le premier sommet de la terre, les protagonistes du Sommet de Rio+20 énoncent comme une évidence, avec une tragique naïveté, que pour sauver l'Humanité de la catastrophe, nous sommes en état d'urgence. Les plus pessimistes des années 70 ne pouvaient même pas imaginer l'état catastrophique – partiellement irréversible – dans lequel se trouve aujourd'hui la planète.

Durant les vingt dernières années des individus toujours plus nombreux ont pris conscience d'appartenir à « *une communauté mondiale* ». Dans « Terre-Patrie » Edgar Morin pose l'émergence de cette nouvelle conscience. Nous sommes tous dans le même bateau, et maintenant nous le savons. Il n'est pas possible d'en échapper.

Il appartient aux sociétés civiles nationales et transnationales d'exiger le passage au « mondial » ; à l'instar des mouvements nationalitaires des XVIII^e et XIX^e siècles ou des mouvements de libération nationale du XX^e, le mouvement social planétaire (du FSM Porto Alegre au sommet des peuples à Rio+20) doit se transformer en mouvement « politique » mondial : un mouvement *cosmopolitaire* pour l'exigence d'un système politique mondial.

Il est temps de créer un large mouvement politique – au niveau mondial – qui soit en mesure d'exiger des grandes familles politiques – quelles que soient leurs tendances idéologiques - de créer une sorte de Constituante mondiale, qui transforme et démocratise l'ONU, le système international et multilatéral.

Un système mondial capable de mettre en œuvre « la durabilité de la Terre pour un développement social et humain », préservant la biodiversité et éradiquant la misère.

Sans la mise en place de ce nouveau système politique véritablement « mondial » - et plus seulement international - les Suisses savent bien faire la différence entre le niveau fédéral et le niveau inter-cantonal - il est fort à craindre que le risque majeur

de catastrophe écologique est social planétaire ne devienne réalité. Un tel système est nécessaire, nul ne peut prédire s'il sera suffisant.

Ce cahier vise donc à démontrer qu'une communauté mondiale, c'est-à-dire une Humanité ayant le sentiment de partager un destin commun à l'échelle de la planète, ne peut advenir sans la constitution d'une forme – quelle qu'elle soit – de pouvoir politique planétaire : une sorte d'État mondial.

J'ai donc choisi de qualifier plus précisément le mouvement social global que j'observe en tant que sociologue et auquel je participe comme militant depuis près de vingt-cinq ans. Nous ne partons pas de rien, divers processus sociaux liés à la mondialisation sont à l'œuvre, et notamment de manière accélérée, depuis un quart de siècle.

En effet, les nouveaux mouvements sociaux apparus après 1968, puis les mouvements anti- et altermondialistes convergent de fait depuis une vingtaine d'années autour de revendications aboutissant – *nolens volens* – à poser la question de la création d'un État mondial, dans lequel se redéploierait la lutte des forces sociales et politiques.

C'est ce *mouvement démocratique cosmopolitaire* en gestation qui devra exiger la formation d'un État mondial démocratique.

1. Analyse

Introduction

Dans la transition entre modernisation et moNdernisation

Ce cahier devait initialement s'intituler « Mouvements sociaux et gouvernance mondiale », mais ce titre faisait l'impasse sur l'un des enjeux les plus cruciaux de la période : la mobilisation planétaire *pour* une gouvernance mondiale démocratique. C'est-à-dire sur l'aspect fondamentalement *politique* de la mobilisation sociale contemporaine.

Depuis le milieu des années 80, les « nouveaux mouvements sociaux » issus des mobilisations post-68 (féministes, tiers-mondistes, environnementalistes, luttes urbaines et néo-rurales, anti-nucléaires, ou encore de défense des droits humains, etc.) contribuent ensemble à un puissant *processus de démocratisation* ; de fait, ils ont participé – chacun suivant sa logique propre – à une redéfinition de la citoyenneté, tant sur le plan *spatial* (du niveau le plus local au niveau le global / planétaire) que sur le plan *social* (du niveau *social* le plus individuel et privé à l'espèce humaine dans sa totalité et son unité) : le point focal en est le développement des droits humains, dans ses trois générations (droits civiques et politiques ; droits économiques, sociaux et culturels ; droits des générations futures).

La chute du Mur de Berlin, la fin de la guerre froide et l'explosion des technologies de l'information et de la communication qui s'en suivit, la démocratisation formelle tout d'abord en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, puis en Afrique, l'ouverture de la Chine, les sommets des Nations unies (et leurs contre-sommets), les G8 et les G20, les Forums de Davos et ceux de Porto Alegre, les crises planétaires, tous ces phénomènes ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à accélérer le processus de mondialisation et à aggraver la crise de légitimité des pouvoirs politiques, limités dans les frontières de leur État respectif.

Mais si la « mondialité » devient chaque jour davantage une évidence empirique, « le sentiment d'appartenance à un espace civilisationnel planétaire », n'existe pas aujourd'hui en tant que tel. *A fortiori*, l'espèce humaine qui habite la planète ne se régit actuellement pas selon les principes d'Humanité et de responsabilité (individuelle et collective). Encore moins se laisse-t-elle guider par les valeurs modernes et démocratiques de respect de la pluralité et de promotion de la solidarité planétaire.

Même si la *condition humaine* semble une évidence, tant d'un point de vue biologique que d'un point de vue anthropo-social, *l'espèce humaine* ne se perçoit pas encore comme une « communauté », ni dans son unité, ni dans sa capacité à être un sujet de son devenir. Les humains dans leur majorité n'ont toujours pas la conscience de partager un même destin ; ils ne peuvent donc pas exprimer collectivement une volonté commune de vivre en sécurité et en harmonie sur la planète Terre ni se choisir des représentants dont le programme politique serait d'assurer cette sécurité et cette harmonie, voire d'y défendre à l'échelle planétaire, du local au global, les valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité (l'ADN des idéologies politiques modernes).

Pour le dire autrement, la Nation (cette communauté de destin, cette subjectivité collective qui transcende les individus, les classes et les ethnies) n'a pas son équivalent planétaire. Et même si depuis deux ou trois décennies elle est en émergence pour ceux qui savent l'observer, cette « Nation planétaire », cette Humanité faite « communauté », reste à construire.

Les mouvements sociaux quant à eux se sont également mondialisés et une société civile transnationale a émergé et s'est indéniablement renforcée durant cette même période.

Ce phénomène est loin d'être anodin. Si l'on se place 25 ans en arrière, dans le milieu des années 80, force est de constater que la « société civile transnationale » n'existait pas, ni d'un point de vue empirique, ni d'un point de vue théorique. À peine un quart de siècle plus tard, il existe au-

aujourd'hui un certain nombre d'organisations de la société civile qui ont pris conscience qu'elles formaient ensemble « une société civile transnationale ». Cet embryon d'organisation collective, née dans la fin de la guerre froide, continue à se consolider en suivant trois processus : en se diffusant géographiquement sur la planète, en s'universalisant (c'est-à-dire en défendant les intérêts ou les valeurs de catégories de la population toujours plus importantes, les Dalits, les peuples autochtones, les générations futures, par exemple) et en agrégeant et en articulant idéologiquement des champs de mobilisation qui étaient antérieurement disjoints.

Bien sûr, ce processus est loin d'être achevé. Il reste par exemple de vastes et grandes régions du monde, comme la Chine, la Russie, l'Asie centrale qui restent encore en marge de ce phénomène. Et, même en Europe et en Amérique latine, qui ont vu la réémergence de l'idée même de société civile dans le milieu des années 80, il existe de nombreux endroits où la société civile transnationale n'existe simplement pas.

Cette société civile transnationale et les organisations qui la composent se trouvent aujourd'hui confrontées au fait que le système international contemporain ne permet plus d'affronter démocratiquement les défis majeurs de l'Humanité (changement climatique et gaspillage des ressources ; sécurité collective et garantie des droits individuels ou de ceux des minorités, notamment), ni sur les plans local ou national, ni *a fortiori* sur les plans continental ou mondial. Ni les catastrophes majeures, ni les pollutions, ni les crises financières et économiques, ni les trafics d'être humains, de drogue ou d'armes ne connaissent aujourd'hui de frontière.

Le grand désarroi des citoyens et des organisations de la société civile aujourd'hui est que les demandes de changement, les revendications sociales et politiques, ne peuvent jamais être adressées au bon niveau où les problématiques se posent.

En effet, l'État (l'ensemble des formes de *régulations institutionnelles* et des *pouvoirs politiques* sur un territoire ; dans les systèmes démocratiques : État de droit) est l'expression, par son gouvernement, de la volonté collective de la communauté, de la nation ou du peuple souverain (aussi appelée la *subjectivité collective* de la population) sur ce territoire.

Mais aujourd'hui, les États eux-mêmes, face à des questions qui, de fait, ne peuvent être problématisées qu'à un niveau supérieur (continen-

tal ou mondial) ne peuvent plus jouer leur rôle, cet effet de *double* miroir pour la société civile, d'une part, et pour les mouvements sociaux, d'autre part. D'une part, les États « nationaux » ne permettent plus aux organisations de la société civile de défendre leurs intérêts et leurs valeurs dans un cadre régulé (en miroir de l'État comme institution des institutions). D'autre part, le mouvement social ne peut plus contester l'État dans sa fonction de pilote du « peuple souverain » ou de la « communauté nationale » et s'y poser en symétrie, proposer d'autres orientations stratégiques, un autre mode de développement, puisque les problèmes et les solutions se posent à une échelle supérieure.

Le système politique mondial toujours fondé sur la souveraineté des États nationaux ne fonctionne plus ; et comme il n'existe pas d'*État mondial*, des pans entiers de la politique échappent à l'exercice démocratique de la citoyenneté, aussi bien quant à son expression par le biais des organisations de la société civile, que quant à l'expression de nouvelles orientations sociétales revendiquées par les mouvements sociaux.

Des ébauches de régulations institutionnelles (BIT, OMC, FMI) et de pouvoir supra-étatiques (Conseil de sécurité des Nations unies, G8, G20) se mettent en place, au niveau mondial, depuis deux ou trois décennies, de manière accélérée. C'est l'émergence d'une forme politique d'un nouveau type. Elle n'est pas de même nature que « le système international des États » (né du traité de Westphalie, en 1648) dans lequel nous vivons encore, et qui considère chaque État national comme un « individu égal aux autres » dans la « communauté » internationale ; et elle ne correspond pas non plus à un *gouvernement mondial* en tant que tel, qui permettrait à la communauté humaine de se faire « société ».

La « politique mondiale » se situe aujourd'hui quelque part entre ces deux pôles. Mais n'étant responsable ni devant les États existants, ni devant un État mondial inexistant, cette ébauche de « gouvernance mondiale » est toute sauf démocratique. Soit elle résulte simplement d'un effet de système, soit elle est le fait d'une poignée de chefs d'État et de responsables de grandes entreprises transnationales. Dans les deux cas, le pouvoir qui en émane échappe à tout contrôle citoyen.

Les mouvements sociaux – et la société civile transnationale – ont aujourd'hui besoin d'un État mondial pour poursuivre leur mission de démocratisation, entamée avec l'émergence de

la modernité il y a plus de deux siècles, vers plus de liberté, d'égalité et de solidarité, avec le souci de l'émancipation et aujourd'hui de la durabilité.

C'est à l'intérieur des États nationaux une fois constitués qu'a émergé le mouvement social ouvrier-syndical (prenant une forme spécifique suivant la forme de l'État national dans lequel il menait ses combats sociaux et politiques). Si la nécessité d'un internationalisme a été idéologiquement reconnue dès la naissance des États nationaux par les partis politiques se réclamant du mouvement ouvrier-syndical, l'internationalisme a toujours échoué à résoudre les enjeux politiques au niveau où les détenteurs du capital organisaient la défense de leurs intérêts. En outre, la notion même d'*inter-nationalisme* dénotait le fait que l'État national restait indépassable et constituait un verrou à la fois épistémique, idéologique et social. Enfin, les sciences sociales, les idéologies politiques et les organisations de la société civile sont restées également enfermées pour deux siècles dans le carcan posé par l'État national⁵.

Aujourd'hui, un mouvement démocratique cosmopolitaire doit avoir pour fonction de faire sauter ce verrou, afin de libérer les forces sociales, comme ce fut le cas pour le mouvement démocratique nationalitaire des siècles passés.

Comme on l'a vu, l'État mondial permettra le redéploiement de l'action collective aux bons niveaux de gouvernance, et rendra à nouveau les systèmes politiques opérants, du local au global, en permettant l'organisation – au bon niveau de légitimité – des expressions multiples de la contestation sociale.

L'État mondial est nécessaire précisément parce qu'il sera l'*objet de la contestation* des organisations de la société civile, des mouvements sociaux et des partis politiques, et ceci, du niveau le plus global au niveau le plus local de l'action sociale et politique.

La mise en place dans les deux ou trois derniers siècles du *système mondial moderne* est la plus grande mutation « anthropo-sociologique » que l'espèce humaine a connu, du moins depuis le passage de la cueillette, de la chasse et du nomadisme à l'agriculture, à l'élevage et à la sédentarisation.

Aujourd'hui, nous sommes en train de vivre, la fin d'une première modernité, qui s'achève par une série de crises systémiques. Les États qui pilotaient les processus de modernisation sur leur territoire respectif, ne sont plus en mesure d'assumer cette fonction.

« 1789 », à la suite des Révolutions anglaise et américaine, avait déverrouillé politiquement les communautés traditionnelles et permis la consolidation et la diffusion planétaire de l'idéologie moderne (liberté, égalité, solidarité), parfois au prix d'un colonialisme ou d'un impérialisme des plus brutaux.

« 1989 » en libérant la technologie (NTIC), en globalisant l'économie et ses crises, en désenclavant les sciences, les idéologies et les mouvements sociaux de leurs frontières nationales, a permis d'accélérer à la fois le processus de modernisation et de mondialisation.

Le système mondial moderne achève actuellement une phase de *mondialisation* (puisque'il s'étend désormais à l'ensemble de la planète), *d'homogénéisation civilisationnelle* (puisque les droits et devoirs humains en constituent le socle normatif et éthique) ; le fait que le système économique ait atteint les limites physiques de sa propre reproduction pousse à la nécessité d'une *régulation politique du système écologique et anthropo-social*, à l'échelle de la planète.

Seul le « politique » - l'État - n'a jusqu'à présent, pas suivi ce mouvement. Seule cette régulation fait aujourd'hui défaut pour que la MoNdernité exprime tout son potentiel social et humain. Une seconde modernité est aujourd'hui en gestation. Ce système mondial se présente comme « moNdernité ». La « moNdernisation » poursuivra, étendra et renforcera les processus mis en œuvre par la modernité.

Nous nous trouvons actuellement dans une période de transition.

Cette période de transition entre la disparition de l'ancien et la constitution du nouveau est marquée par une série d'incertitudes : sans régulation politique aucune communauté humaine n'a jamais survécu. Laisser sans contrôle la *technologie* suivre sa propre logique d'innovation et rationalisation (toujours nouveaux, toujours plus performant), c'est laisser l'Humanité en otage aux apprentis sorciers. Laisser sans limitation et sans redistribution l'*économie* suivre sa propre logique d'exploitation des ressources et de maximisation des profits (toujours plus), c'est laisser l'Humanité en otage aux exploiters et aux puissants. Laisser les organisations de la société civile et les mouvements sociaux développer la défense des intérêts et des valeurs, ainsi que les revendications sociales et politiques, strictement dans le cadre local posé par les États nationaux, c'est non seulement survaloriser les localismes et les communautarismes, mais c'est

5. C'est ce qu'a très bien montré Immanuel Wallerstein.

surtout vider de son contenu le processus de démocratisation et d'émancipation, et ne laisser la lutte pour le pouvoir qu'aux détenteurs des capitaux (acquis plus ou moins légalement) et aux idéologues millénaristes.

L'enjeu aujourd'hui est donc essentiellement politique. Et disposer d'une régulation au niveau mondial - un État mondial - devient une condition de survie pour les sociétés civiles et les mouvements sociaux locaux et nationaux, qui mettent en œuvre – sur les cinq continents – cet acquis fondamental de la modernité qu'est l'expression de la *subjectivité collective*, d'un « nous » qui se sait sujet collectif.

Bien sûr, cette subjectivité collective n'est pas répandue partout de la même manière, elle est fragile et toujours remise en question, mais si l'on s'attache au processus séculaire, elle existe dans une qualité et dans une quantité bien plus importantes qu'il y a cent ans, cinquante et même vingt ou dix ans en arrière.

La conscience de Fukushima (mars 2011), d'avantage que celle de Tchernobyl (avril 1986), l'impact du G20 dans les médias (davantage que celui du G7), la conscience de la crise financière mondiale (des *subprimes* et aux dettes souveraines), d'avantage que la crise de 29 (analysée *a posteriori*)... etc. nous montrent que ce « nous, l'Humanité » est plus fort et plus universel que dans les siècles et les décennies précédents, et que ce trend n'est pas en train de faiblir... au contraire...

Ce « nous » est fondé sur la défense d'intérêts ou de valeurs, qui font que *nous* prenons conscience d'appartenir à la même condition (nous formons une communauté de destin en soi), et que nous pouvons collectivement nous mobiliser pour faire valoir les intérêts et les valeurs que nous partageons (nous formons un *pour soi*).

L'expression de ces subjectivités collectives se trouve tronquée, dans cette époque actuelle de *transition* entre la modernité et la *moNder*ité, puisque la clé de voûte de ces subjectivités collectives, le sentiment d'appartenir à la communauté mondiale, fait aujourd'hui défaut.

Mais surtout, si nous ne la revendiquons pas dès aujourd'hui avec force, elle risque bien de faire défaut dans le prochain système mondial moderne, avec la constitution d'une forme de régulation politique à l'échelle planétaire exempte de tout choix collectif et de tout contrôle démocratique.

Sur le plan conjoncturel en effet, pour les dix ou vingt prochaines années, rien nous pousse à l'optimisme. Au vu du rapport de forces actuel

à l'échelle mondiale, et de l'enjeu économique et stratégique que constitue le contrôle des ressources naturelles à l'échelle planétaire, les risques de fractures et d'affrontements – même militaires – sont importants. Le processus politique de mondialisation pourrait dès lors connaître des périodes de rupture.

La constitution d'un mouvement démocratique cosmopolitaire pourrait d'ailleurs avoir pour première ambition d'empêcher une troisième guerre mondiale. Le mouvement ouvrier-syndical et l'internationale socialiste avaient échoué à cette tâche en 1914. Et même si les deux guerres mondiales, ainsi que la guerre froide, ont finalement également accéléré le processus de mondialisation, elles l'ont fait au prix de telles destructions et de telles souffrances, que l'urgence pour la société transnationale de se transformer en mouvement cosmopolitaire n'en est que plus aiguë aujourd'hui. Si le mouvement cosmopolitaire peut être l'agent d'une transition douce, il a le devoir moral de l'être.

En effet, les structures politiques et les formes de gouvernement qui seront mises en place pendant cette période conjoncturelle de transition laisseront probablement une empreinte importante sur les structures et les formes qui se cristalliseront dans le nouveau système mondial ; d'où l'importance pour les démocrates de *défendre dès aujourd'hui une forme démocratique d'État mondial*, c'est à dire un État qui garantisse l'État de droit et la mise en place d'une gouvernance ouverte, multi-niveaux, et fondée sur les principes de la subsidiarité active.

Le changement de paradigme, qui fera passer de la modernité à la *MoNder*ité, fera également effectuer à l'Humanité un saut de complexité, notamment dans son rapport à la biosphère et à l'univers.

Je suis convaincu - à la suite d'Edgar Morin - qu'un nouveau paradigme est en train de se mettre en place qui révolutionne de fond en comble *non seulement les sciences* (les sciences de l'homme et de la société, à la suite des sciences physico-chimiques et des sciences de la vie), *mais également tout l'univers symbolique* qui est le nôtre depuis l'émergence de la modernité et qui donne sens à nos moindres activités quotidiennes : il s'agit non seulement d'une nouvelle cosmogonie, mais également d'une nouvelle conception de l'homme dans l'univers, sur la planète, face à la vie dans son unité et sa diversité, face aux autres êtres vivants et en parti-

culier aux animaux, face à l'Humanité en tant qu'espèce, aux générations passées et à venir, et enfin, face aux groupes, communautés et sociétés qui la composent, dans la prise en compte de l'altérité infinie de chacun de ses individus.

Passer de la première à la seconde modernité : soumettre le développement à la durabilité

Le concept de « développement durable » ancré dans les têtes et les textes à partir de 1987 (Rapport Bruntland) et de 1992 (sommet de la terre de Rio et lancement des Agenda 21), a eu son utilité théorique et pratique. Il est le fruit du compromis historique entre le mouvement tiers-mondiste (développementaliste et internationaliste) et le mouvement environnementaliste (conservationniste et localiste).

Il a permis, dans le monde post-guerre froide de donner corps, à la fois au mondialisme onusien (un seul monde), et l'anti- et à l'altermondialisme (« un autre monde est possible »). C'est grâce au concept de « développement durable » qu'il existe aujourd'hui un consensus sur la gravité de la crise écologique et sociale, sur son caractère planétaire et sur le fait que la cause en est le mode de développement économique. Ce n'était que le début du changement de paradigme.

Car s'il a rempli sa mission idéologique, le « développement durable » n'a pas pu remplir sa mission pratique : empêcher la progression de la catastrophe, au moment même de l'accélération de la mondialisation.

Désormais, pour sortir de l'impasse et résoudre cette équation vitale pour l'Humanité (comment survivre solidairement), il est nécessaire de se débarrasser de l'idée même de « développement durable ».

Si la pensée autour du développement durable a échoué, c'est qu'elle s'est conçue en continuité, plutôt qu'en discontinuité d'avec l'idéologie moderne du progrès. De ce fait elle est restée ancrée dans la première modernité. Essentiellement, pour faire consensus, il n'a pas été possible de remettre en cause le principe central du « développement économique » : la croissance de la production basée sur la croissance de la consommation des ressources.

De plus, rien ne fut fait pour organiser, dans un modèle de société, unique et cohérent, les trois instances du développement durable : l'économique (c'est-à-dire le marché pour la croissance), le social (la lutte contre la misère, la pauvreté et contre les inégalités) et l'environ-

nement (la préservation de la biodiversité, la lutte contre les pollutions et la lutte contre le réchauffement climatique).

Enfin et surtout, il n'y a jamais eu aucune discussion – ni donc aucun accord – sur l'adoption d'un principe organisateur entre les deux parties de l'expression « développement durable ». Sur le plan mondial, l'économie est dans les mains du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC (à l'intérieur du système), des multinationales, des marchés financiers et des mafias (au dehors). L'environnement et le social sont quant à eux dans une position impossible. Le PNUE est déconnecté du PNUD et plus encore de la Banque mondiale qui est sensée financer le développement (lui même sensé être durable).

Plus grave encore, enfin, la notion de « durabilité » n'a jamais été définie proprement, et le développement (compris principalement comme « croissance économique ») a continué à être considéré comme le cadre de référence dans lequel la « durabilité » devait être pensée.

Ainsi, comme durant les deux siècles passés, et la consécration de la première modernité, la logique de l'illimité (de l'absence de restriction ou de contrainte) a pris une valeur hiérarchiquement supérieure (au sens de Louis Dumont) à celle de la limite (de l'écosystème planétaire, du durable, au sens de *sustainability*, de finitude). Tout était possible dans le paradigme épistémique de la première modernité. Et pourtant, la conscience progresse que cela ne l'est plus.

Dans les dernières années de cette première modernité – dans ces 20 dernières années – la notion de « développement » avait pour mission de contenir celle de « durabilité ». Pratiquement, cela a échoué. Et nous allons à la catastrophe écologique et sociale.

Le nouveau paradigme épistémique, celui qui nous fera entrer dans une seconde modernité, devra renverser la relation hiérarchique. En clair, cela signifie que la notion « durabilité » qui doit servir désormais de cadre de référence pour contenir celle de développement.

Jusqu'à présent, l'Humanité s'est développée jusqu'aux limites des potentialités de la planète Terre. Nous arrivons au point limite, celui de la bifurcation de l'Humanité, celui d'un changement de paradigme ou la limite physique de la planète s'impose au « développement durable », dans ses instances économique, sociale et environnementale.

Cela peut paraître simple, mais cela ne l'est pas : le « développement durable », dans ses trois ins-

tances, doit être restreint à ne dépenser annuellement en ressources et matières premières, pas plus que ce que la terre peut « reproduire » en une année.

Actuellement, nous dépensons chaque année l'équivalent du produit de 4 à 6 planètes.

Tant que l'on pense « développement durable », on place la nécessité du développement (sans définir le type de développement) comme un *a priori*. Puis, on vise à atteindre ce développement imaginaire, en promettant de penser à la durabilité pour les générations futures.

Si, à l'inverse, on pense la « durabilité » *a priori*, on assume le fait que la terre a des limites, on décide de rester à l'intérieur de ces limites, et dans le cadre de ces limites, on vise à atteindre le meilleur développement humain, et une distribution équitable des ressources mondiales entre les habitants de la planète.

Le défi majeur que nous affrontons n'est plus « quel développement durable pour la société humaine » (c'était une vision très anthropocentrique) ; le défi contemporain est « quelle durabilité terrestre mettre en œuvre pour développer le bien être social et humain » (une vision géocentrique).

La différence peut sembler minime, mais en vérité, il s'agit d'un véritable renversement de paradigme, et ce n'est pas une mince affaire.

C'est cette opportunité de poser ce nouveau paradigme qui a été gâchée à Copenhague en décembre 2009 et lors du sommet de Rio+20, en juin 2012, en s'égarant dans des notions encore moins bien définies, comme celle « d'économie verte ». La transition idéologique n'a pas pu être amorcée.

Dans la transition vers ce nouveau paradigme, de nouvelles morales et de nouvelles éthiques, c'est-à-dire de nouvelles positions normatives collectives et personnelles, sont en train d'émerger qui traduisent cette nouvelle conception de l'Homme face à la matière, à la vie et à sa propre Humanité, en normes sociales et politiques indispensables à toute action collective, c'est-à-dire à toute activité humaine.

Cette nouvelle « culture civilisationnelle » est portée aujourd'hui par un large mouvement social, le mouvement démocratique cosmopolitaire qui, sans en avoir réellement conscience, porte en virtualité la revendication d'une « gouvernance mondiale démocratique », fondée sur la durabilité. Mais comment s'est constitué ce mouvement au cours des dernières décennies ?

C'est ce que je vais maintenant m'attacher à présenter.

Les contours du mouvement démocratique cosmopolitaire

L'émergence d'un nouveau mouvement social

Depuis la fin de la guerre froide, un certain nombre d'acteurs sociaux ont pris conscience qu'une nouvelle forme de gouvernance mondiale était en train d'émerger et ont commencé à organiser, de manière transnationale, des réseaux thématiques et des forums sociaux.

À titre personnel, j'ai la chance d'avoir pu me forger une expérience importante et diversifiée des mobilisations internationales et des sommets et contre-sommets thématiques, que j'ai pu suivre en tant que sociologue et en tant que militant associatif et politique.

J'ai ainsi assisté avec intérêt à l'émergence du dialogue européen est-ouest (entre pacifistes de l'Ouest et dissidents de l'Est) à la fin des années 80, puis j'ai participé à la fondation en 1990 du *Helsinki Citizens Assembly*, et à ses Assemblées de Prague (1990), de Bratislava (1992), d'Ankara (1994) et de Tuzla (1995). J'ai accompagné le mouvement zapatiste depuis la première « assemblée intergalactique » de La Realidad (au Chiapas / Mexique) en 1997 jusqu'à la première manifestation mondiale contre l'OMC, lors de sa création à la suite du GATT à Genève en 1998. Enfin, j'ai participé aux Forum sociaux mondiaux de Porto Alegre (2001, 2002, 2003 et 2005), de Mumbai (2004), de Caracas (2006), de Nairobi (2007), de Belém (2009) et de Dakar (2011), ainsi qu'au *Climate Forum* de Copenhague en 2009. Parallèlement, j'ai participé à pratiquement tous les Conseils et Congrès des Verts européens, deux fois par an depuis 2003, et aux deux derniers Congrès des *Global Greens* (Sao Paulo, 2008 et Dakar, 2012). Dans un cadre professionnel enfin, j'ai participé aux 2^e et 3^e Congrès mondiaux de CGLU (Cités gouvernements locaux unis), le plus grand réseau mondial de villes, à Jeju en Corée en 2007 et à Mexico en 2010.

C'est une synthèse théorique de ces expériences que je propose ci-dessous.

Dans le monde moderne, la politique se nourrit d'éthique, si l'on définit celle-ci comme la dis-

tance personnelle prise par rapport à une norme morale : le *dissident* en est l'une des figures emblématiques, le *mouvement social*, une autre. Tous deux sont des sujets de l'histoire qui s'opposent, l'un individuellement, l'autre collectivement, au pouvoir, à « son » droit et à « sa » morale, en reprenant, à leur compte et au pied de la lettre, les fondements mêmes du droit et de la morale en place, et en les organisant de manière différente, selon un autre paradigme. Tous deux contestent les orientations que le gouvernement de l'État propose au « peuple » ou à la « nation souveraine » comme évolution collective. Tous deux prennent les détenteurs des pouvoirs politiques au mot et exigent la mise en œuvre de la morale et du droit dont ceux-ci disent se réclamer (au nom de la liberté, de l'égalité et de la solidarité).

Cette conjugaison permanente entre la dissidence individuelle et le mouvement social, qui se retrouve tant dans le *Helsinki Citizens Assembly* que dans le cadre des *Forum sociaux mondiaux*, permet de considérer les nouvelles formes de mobilisations sociales et politiques, nées dans la période post-1989, comme emblématiques du mouvement démocratique cosmopolitaire en émergence⁶.

Le 7 décembre 1999, des manifestations, exceptionnelles par leur ampleur, perturbent la tenue la 3^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle et participent à son échec. Pour de nombreux observateurs, pour les médias, pour une bonne partie de l'opinion publique, cette irruption d'une jeunesse radicale dans l'espace public était inattendue et imprévisible, spontanée et probablement sans lendemain. On insiste sur le caractère hétéroclite et contradictoire de cette « coalition des oppositions » à la mondialisation néolibérale, sur son effet de mode, sur ses dérives violentes inévitables, et sur la vague de répression qu'elle risque d'engendrer.

Les analyses à chaud manquaient indubitablement de profondeur historique. Elles ignoraient pour la plupart les racines profondes des mobilisations, le travail de fourmi réalisé de par le monde par des centaines, des milliers d'ONG, d'associations, de mouvements populaires. Depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre froide, ceux-ci se structuraient de réseaux locaux en coordinations nationales et en réseaux transnationaux, au fil notamment des contre-sommets organisés en marge des sommets

internationaux. Les analystes évaluaient mal de surcroît l'imbrication de stratégies parallèles, qui renforçait l'émergence de ce mouvement social d'un nouveau type plus qu'elle ne le divisait.

En effet, peu perceptibles sans une connaissance approfondie (tant théorique que pratique) des réseaux de mobilisation et de leurs bases sociales, deux types de mobilisation s'entrecroisent cependant et contribuent à la richesse d'un mouvement en pleine expansion.

Mondialisation & Anti-mondialisation

En premier lieu, depuis les manifestations anti-OMC de Genève (mai 1998) et de Seattle (décembre 1999), l'ampleur et la structuration des mobilisations sont allées croissant. Certaines d'entre elles, à l'instar des manifestations contre le G8 à Gênes (juillet 2001), ont suscité des affrontements entre policiers et manifestants et entraîné une répression importante, qui à Gênes s'est soldée par la mort d'un jeune militant et à Copenhague (décembre 2009) par l'arrestation et la mise en garde à vue prolongée de dizaines de manifestants et d'organiseurs des manifestations.

Par ailleurs, les attentats du 11 septembre 2001 et la riposte unilatérale et hégémonique choisie par les États-Unis ont constitué une bifurcation conjoncturelle dans le développement du système mondial contemporain, sans pour autant en modifier son orientation. Car pour les mouvements s'élevant contre la mondialisation néolibérale et le nouvel ordre mondial prôné par George Bush père au sortir de la guerre froide, le 11 septembre 2001 a marqué également un tournant décisif, notamment par la force du mouvement anti guerre qu'il a suscité, et avec les *premières manifestations mondiales*, simultanément dans des centaines de villes sur les cinq continents, qu'il a mis en place.

Seattle, Davos, Gênes, puis l'ensemble des manifestations anti guerre, notamment celle du 15 février 2003 (la plus grande mobilisation de tous les temps, qui n'a pourtant pas empêché la guerre), ne sont que des moments phares dans une mobilisation *antimondialisation* quasi continue, si l'on se remémore les manifestations de Genève, de Washington, de Bangkok, de Göteborg, de Prague, de Nice, de Québec, de Davos, de Copenhague, pour n'en citer que les principales ; elles rythment de manière accélérée une mobilisation souterraine qui, de réunions d'actions en contre-sommets, se structure idéologiquement et s'organise stratégiquement.

6. cf Jean Rossiaud dans «Mouvement social et État dans la mondialisation» (1996).

Certes la crise financière mondiale ouverte en 2008, d'abord par la crise de *subprimes*, puis par celle des dettes publiques, semble avoir redirigé les revendications des mouvements sociaux protestataires dans un cadre davantage national qu'international. Sur le plan international, cependant le mouvement d'action directe non violente « *occupy* » fondé sur l'indignation et la résistance passive, a pris le relais des affrontements violents contre les réunions du G8, du FMI et la Banque mondiale ou de l'OMC ; mais là encore il s'agit probablement d'une manifestation conjoncturelle d'un processus de transformation structurelle sur le temps long dont l'orientation ne semble pas remise en cause par ces nouvelles expressions.

Mondialisation & Altermondialisation

Parallèlement à ces mobilisations « anti-mondialisation », dès janvier 2001, l'organisation, en contrepoint du Forum économique mondial de Davos (barricadé contre les manifestants), du Forum social mondial de Porto Alegre (générant un très grand enthousiasme politique) consacre le début d'une mobilisation propositionnelle, et non plus seulement oppositionnelle à la mondialisation néolibérale.

Des alternatives à la « pensée unique » (des réseaux de pensées et de pratiques sociales *altermondialistes*) sont en voie de constitution et, avec elles, la conscience, dans l'opinion publique, qu'*un autre monde est possible*, « un monde où entrent tous les mondes », pour reprendre la formule consacrée par le Subcommandante Marcos dans les montagnes du Chiapas. Une autre image de ce mouvement en émergence s'impose alors, festif plutôt qu'agressif, proactif plutôt que réactif, terreau du dialogue et de la pluralité, plutôt que lieu d'expression univoque de la colère et de la frustration.

Le mouvement démocratique cosmopolitaire en gestation, à l'instar des autres types de mouvements qui l'ont précédé, est également composé d'associations d'intérêts, d'organisations non gouvernementales et de mouvements populaires qui ne sont pas nécessairement coordonnés formellement les uns aux autres. Chaque composante exprime à la fois, défensivement, une résistance face aux conséquences sociales de la mondialisation (c'est la face d'ombre du mouvement social) et, positivement, la *revendication d'un contrôle démocratique* du processus de mondialisation (c'est sa face de lumière), selon les termes d'Alain Touraine.

Les deux modalités d'expression - la face d'ombre et la face de lumière du mouvement cosmopolitaire - vont dès lors continuer à se développer, en fonction d'objectifs de mobilisation différenciés, au fur et à mesure que ce mouvement social, qui nous apparaît aujourd'hui historiquement comme le plus grand de tous les temps, se construit et se développe.

À partir de 2009, la lutte contre le changement climatique a consolidé les mobilisations écologiques et sociales, mais a également rapproché dans un même élan, la face d'ombre et la face de lumière du mouvement (anti/alter-mondialiste) : « contre la mondialisation libérale, un autre monde est possible ».

La mondialisation est définie ici comme la dialectique entre la globalisation et sa relocalisation sur des territoires spécifiques, dans le cadre des structures étatiques existantes.

Les mobilisations de ce nouveau mouvement social en émergence, démocratique et cosmopolitaire, peuvent donc être analysées tant d'un point de vue *global*, celui de la construction d'une société civile planétaire et d'un mouvement social transnational, que d'un point de vue *local*, dans les multiples revendications portant sur la démocratie participative, l'action communautaire ou les expériences effectuées dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, comme contre-pied et contrepoids au système capitaliste et à sa globalisation.

Cette hypothèse – posée il y a plus d'une vingtaine d'années – tend aujourd'hui à se vérifier, même si l'échelle historique est courte pour évaluer les tendances, sans se laisser tromper par les inévitables « hauts » et « bas » de la mobilisation, ni par les avancées rapides ou les reculs brusques des mouvements.

Après l'immense mobilisation de Copenhague (de décembre 2009), après une dizaine d'éditions du *Forum social mondial* et quelques mois après le sommet de Rio+20, il nous apparaît que *la fin de la guerre froide a bel et bien permis l'émergence d'un nouveau type de mouvement social, caractérisé par une refondation des principes idéologiques de la modernité, ainsi que par une transformation des stratégies de mobilisation*. De plus, ce mouvement social mondial s'est constitué très rapidement, en comparaison historique.

Le « mouvement démocratique cosmopolitaire » est *démocratique*, parce que sa revendication centrale est la réappropriation politique du dé-

veloppement économique et social ; il est *cosmopolitaire* parce que cette réappropriation politique se place sur une échelle planétaire, du local (démocratie urbaine participative) au global (régulations internationales / *global governance*), en passant par le national (intégration des personnes sans statut légal, droit de vote pour les étrangers, par exemple) et l'intégration régionale (revendications de chartes écologiques et sociales, par exemple).

Dans l'histoire de la modernité politique, le mouvement démocratique cosmopolitaire doit être compris comme un mouvement social de troisième type. Il prend ainsi historiquement la suite, en les englobant, des deux principaux types de mouvements sociaux précédents : les « mouvements démocratiques nationalitaires » du XVIII^e et du XIX^e siècle ainsi que les « mouvements de libération nationale », anticoloniaux et anti-impérialistes, du XIX^e et du XX^e siècle (visant à la construction d'États nationaux), d'une part, et les « mouvements ouvriers socialistes » (pour la sécurité sociale, les droits sociaux et la démocratie ouvrière), d'autre part.

La caractéristique principale du mouvement démocratique cosmopolitaire est qu'il synthétise, à partir d'une redéfinition de la citoyenneté, des droits et des responsabilités, de la démocratie et de la démocratisation, les aspirations des « nouveaux mouvements sociaux » post-68 (mouvements féministes, tiers-mondistes, environnementalistes, pour les droits humains, etc.), tout en incorporant les deux types de mouvement sociaux qui l'ont précédé (le mouvement nationalitaire ou de libération nationale, d'une part, et le mouvement ouvrier-syndical d'autre part).

Mondialisation et démocratisation : mobilisations globales – manifestations locales

Nous allons maintenant retourner aux racines du mouvement démocratique cosmopolitaire, afin d'en dégager, à travers l'histoire récente, les principes idéologiques constitutifs, ainsi que les caractéristiques stratégiques spécifiques.

Mondialisation des mobilisations sociales

Les sciences sociales et les médias mettent le plus souvent l'accent sur la dimension économique du phénomène de mondialisation. La dimension sociale de la mondialisation n'est souvent perçue que comme la conséquence négative de la glo-

balisation des marchés, principalement des marchés financiers. Le « politique », quant à lui, est l'angle mort des analyses sur la mondialisation.

Or, la mondialisation a également un effet sur la démocratie et la démocratisation, sur les mouvements sociaux (à l'intérieur des États, mais également dans leur mobilisation transnationale), sur l'émergence d'une société civile mondiale, qui apparaît comme un réseau de coordination de coordinations d'ONG et de mouvements populaires.

Les manifestations de rue contre le FMI, la Banque mondiale, l'OMC de ces dernières années, et aujourd'hui les mouvements tels que les « indignés », « occupy » ou les « anonymous », doivent de toute évidence, elles aussi, être considérées dans leur dimension transnationale. Bien davantage, elles doivent être interprétées comme l'indice d'une profonde mutation de la mobilisation politique, à l'échelle planétaire. En d'autres termes, la mondialisation a une influence certaine sur les mobilisations sociales, sur les organisations de la société civile, mais aussi sur leur discours idéologique et leurs stratégies face au « politique », à l'État, face aux autres organisations de la société civile et aux médias.

Le mouvement démocratique cosmopolitaire, composé d'une myriade d'organisations, s'actualise aujourd'hui de manière très différenciée selon le lieu et les enjeux politiques locaux et nationaux. C'est ce qui constitue à la fois un signe de diversité et, surtout, un ancrage concret dans les réalités locales, où la question des conséquences de la mondialisation et de sa régulation démocratique se pose de manière spécifique à chaque territoire.

Mais, par ailleurs, au-delà de sa diversité, il faut comprendre son unité sur le mondial, et c'est peut-être le plus important. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, la coordination et la synchronisation à l'échelle mondiale de manifestations de rue, aussi bien que de Forums de discussion, seraient un indice à la fois de la mondialisation des mouvements sociaux et de leur capacité à exprimer non seulement leurs résistances à la mondialisation, mais également et surtout leurs projets altermondialistes, qui sans conteste, vont entrer en contradiction les uns avec les autres, et ouvrir ainsi *un champ politique d'un nouvel ordre*, et d'un niveau supérieur de complexité sociale et politique.

Le mouvement cosmopolitaire devrait permettre la création d'un cadre dans lequel se recréeront les débats idéologiques et politiques à l'échelle mondiale : l'État mondial.

Jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, le mouvement devrait pouvoir garder son unité, à l'instar d'une union nationale (dans le cadre d'un mouvement nationalitaire), il s'agirait d'une union mondiale dans le cadre d'un mouvement cosmopolitaire. Dans un second temps, dans le cadre d'un État mondial qui soit un État de droit, il serait probable (et souhaitable, d'un point de vue démocratique) que les projets de société entrent en contradictions les uns avec les autres. Les Réunions inter-partis en marge des Forums en sont une excellente préfiguration (quatre forces politiques en concurrence et en coopération s'y rencontrent : les socialistes de la II^e internationale (Internationale socialiste), Les Verts des *Global Greens*, les trotskystes de la IV^e internationale et les boliviariens (chavistes / castristes).

Le mouvement social, qui dans la première modernité était resté cloisonné dans les frontières des États nationaux, s'est mondialisé. Mais il ne peut porter ses revendications au bon niveau de globalité tant qu'il manque un État mondial qu'il pourra contester, et auquel il pourra demander des comptes.

Un enjeu post-guerre froide : la mondialisation de la démocratie

L'appel à la démocratisation, qui suivit la fin de la guerre froide, a eu pour première conséquence de légitimer le nouvel ordre mondial.

Dès avant la chute du Mur de Berlin, un discours démocratique homogène, était tenu par des sociétés civiles mobilisées localement et par une société civile transnationale en émergence.

Il est indéniable que les vainqueurs de la guerre froide (en particulier les États-Unis) ont eu pour objectif principal, dès la fin des années 1980, d'intégrer le plus vite possible les pays d'Amérique latine, d'Europe centrale et orientale, de l'ex-Union soviétique, d'Asie et d'Afrique dans un système mondial qui se prétendait plus homogène et plus pacifique, et qu'ils voulaient surtout plus libéral.

Stratégiquement, pour consolider ce système, ils affirmèrent que les institutions du libéralisme économique et celles de la démocratie politique ne devaient plus être dissociées, au contraire de ce qu'ils avaient prétendu dans les décennies précédentes.

En effet, favorables à la globalisation des marchés au niveau international et à la flexibilisation du travail ainsi qu'aux privatisations au niveau national, les libéraux au pouvoir rencontraient leurs adversaires les plus coriaces, avant les

années 1990, parmi les défenseurs du dirigisme d'État, et en particulier des États nationaux populistes (en Amérique latine principalement) et socialistes (dans l'ex-bloc soviétique ou en Chine). En effet, de manière similaire, ces deux types de régimes utilisaient le protectionnisme pour développer des politiques clientélistes, sur lesquelles ils avaient échafaudé leur pouvoir.

Les représentants les plus marquants de l'idéologie libérale (les tenants de l'Ecole de Chicago, par exemple) assuraient, durant les années 1970 et 1980, que ni la démocratie ni même le respect des droits humains n'étaient une condition nécessaire du développement économique. Au contraire, un régime autoritaire (principalement dans le tiers-monde) offrait à leurs yeux des conditions optimales pour la croissance de la production (et du profit). À partir des années 1990, ces mêmes libéraux défendent l'idée inverse selon laquelle le libre marché et la démocratie ne sont en fait que les deux faces de la même pièce, et qu'il faut aider à la mise en place de régimes qui les garantissent ensemble.

Selon cette interprétation, la fin de la guerre froide se serait soldée par la victoire du libéralisme « réellement existant » sur le socialisme « réellement existant ». Cela n'est pas inexact. Il est cependant nécessaire de relativiser cette approche. En effet, le discours hégémonique pouvait certes changer de forme ; encore fallait-il qu'il trouve où et comment s'ancrer.

Si la profonde mutation du discours dominant fut possible, c'est qu'elle correspondait conjoncturellement à une grande espérance des classes moyennes et populaires. Celles-ci ne pouvaient plus croire en la capacité des politiques étatistes (populiste ou socialiste) à améliorer les conditions de vie (et en particulier le pouvoir d'achat) de la majorité de la population, tout en garantissant l'élargissement des libertés publiques.

De plus, et de manière déterminante, les mouvements civiques et démocratiques en Amérique latine et en Asie, les groupes de dissidents en Europe de l'Est, en ex-Union soviétique et en Chine, les groupes d'intellectuels démocrates en Afrique n'avaient pas attendu la fin de la guerre froide pour revendiquer la mise en place d'institutions démocratiques, l'ouverture à la participation politique et le respect des droits de la personne humaine. Ils n'avaient pas non plus attendu la disparition de l'antagonisme Est-Ouest pour établir des relations internationales (ou transnationales), qu'on n'appelait pas encore « réseaux », mais qui en possédaient les caractéristiques principales.

Le discours dominant, légitimant le nouvel ordre mondial, fut donc tout naturellement accepté, voire développé par des acteurs sociaux qui allaient vite se transformer en critiques systématiques de la globalisation néolibérale, dont ils voyaient les effets désastreux sur leur propre terrain. Les critiques portèrent plus particulièrement sur les politiques mises en place dans le cadre des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) et de leur gestion de la dette des pays les plus pauvres, ainsi que dans le cadre des négociations du GATT puis de l'OMC, ou sur les politiques d'intégration économique comme celles développées par l'Union européenne ou l'ALENA. Finalement, les réunions du G7, puis du G8, club des États les plus riches, constituent des moments clés de rassemblement protestataire contre l'ordre néolibéral hégémonique.

Ainsi, pour saisir les enjeux politiques et idéologiques contemporains, il est important de comprendre le *double effet du discours post-guerre froide sur la démocratisation* : d'une part, l'appel universel à la démocratisation a pour fonction de légitimer l'ordre mondial sous sa forme néo-impériale et, d'autre part, un nouveau type de mouvement social se construit dans l'exigence de la démocratisation, à tous les niveaux de mobilisation sociale, du plus local au plus global : *c'est cela également, la mondialisation*.

De la fragmentation des luttes à leur mise en réseau

Les mobilisations sociales contemporaines se caractérisent par leur fragmentation, si l'on entend par là qu'elles sont diversifiées, discontinues et éphémères.

Une explosion des champs et des formes de lutte

Les mobilisations des années 1960 et 1970, engendrées par ce que l'on nomma, faute de mieux, les « *nouveaux mouvements sociaux* », comme les mouvements étudiants, de femmes, en faveur des droits humains ou des droits civils, ethniques ou culturels, en faveur de la paix, de l'environnement, contre la violence, contre la faim et la misère, etc., se caractérisent par la grande diversité des thèmes qui pénètrent l'espace public. S'ils étaient qualifiés de « nouveaux », c'est qu'ils ne rentraient pas dans les catégories du socialisme scientifique, ni dans les catalogues de mobilisation du mouvement syndical-ouvrier.

Par ailleurs, ces mouvements sortaient des revendications liées à l'opposition classique entre travail et capital.

Nombre de thèmes qui avaient relevé exclusivement de l'État et du pouvoir politique (développement, environnement, politique énergétique, relations internationales, par exemple) et d'autres qui étaient considérés comme privés (relations de genre, contraception, préférences sexuelles, violences familiales, par exemple) se transformèrent en questions sociales et politiques, dont il était possible – voire légitime – de débattre démocratiquement, à l'intérieur et en dehors des parlements.

Dans l'après-guerre froide, un nouvel enjeu des mobilisations collectives s'ajoute aux autres : la *mondialisation*. Sous l'influence des idéologues (néo)libéraux, la mondialisation se réalise à travers des politiques de dérégulation des systèmes redistributifs étatiques, et ses conséquences sociales sont particulièrement dures, principalement pour les individus et les groupes déjà les plus mal lotis. La résistance à ces politiques s'organise donc presque partout.

Dans une première phase, les résistances sont principalement nationales, pour empêcher la signature d'accords de libre-échange (GATT/OMC; mais également le Traité de Maastricht ou les Accords de l'ALENA) ; une fois les accords signés et les structures supranationales ayant gagné en prérogatives, la mobilisation change également de niveau (la société civile et le mouvement social se formant et s'organisant toujours en miroir de la structure politique effective). Ainsi par exemple, des manifestations européennes anti-Maastricht (1992) ou des marches européennes contre le chômage et la précarité (comme à Amsterdam en juin 1997) sont organisées à un rythme croissant.

La multiplication des organisations du mouvement social

La fin de la guerre froide transforme fondamentalement l'attitude des États et des organisations internationales envers les organisations de la société civile. L'argent public – notamment celui du Nord destiné au Sud – se dirige de manière très importante vers le financement d'ONG locales et transnationales. Cela contribuera à précipiter, selon la terminologie adoptée alors par les organisations elles-mêmes, *l'émergence de la société civile*. Un grand nombre d'ONG voient le jour ou se développent autour de thématiques spécifiques, financées pour la plupart par les pouvoirs publics.

Chaque organisation se trouve désormais à la fois en situation de concurrence, de coopération et d'antagonisme, non seulement avec des organisations issues du même secteur thématique (l'environnement ou l'égalité hommes/femmes), mais aussi avec des organisations d'autres secteurs de mobilisation (par exemple les syndicats et les Eglises). Les agendas politiques et stratégiques des organisations ne sont que rarement autonomes. Le plus souvent, les organisations des mouvements sociaux répondent à des événements, programmés ou imprévus, qui surgissent dans l'espace public et elles réagissent à ces événements, dans le cadre conjoncturel créé par le système politique local. Ainsi, les mobilisations se déplacent d'un thème à l'autre, d'une manière peu ou pas coordonnée, et se caractérisent par leur discontinuité. Le nombre d'organisations qui naissent, partout dans le monde, pour s'inscrire localement dans la résistance mondiale au néolibéralisme en atteste.

La multiplication des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations d'intérêt général dans les années 1980 et 1990 implique une redéfinition des relations entre les organisations et les mobilisations de masse, principalement sous deux formes : on assiste en premier lieu à la *professionnalisation* des organisations et des militants ; en second lieu, dans la boîte à outil des organisations, une importance croissante est prise par *moyens de communication de masse*, notamment avec l'explosion de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, puis des réseaux sociaux.

Ces deux phénomènes permettent une relative autonomisation des organisations par rapport aux mobilisations de masse. La professionnalisation des organisations rend possible une intervention plus qualifiée des ONG dans la gestion publique. Au Sud et à l'Est, elles sont encouragées par les politiques libérales des nouveaux États démocratiques, en s'inscrivant dans les nouvelles directives de l'aide bilatérale et multilatérale (les agences spécialisées de l'ONU) au développement, qui trouvent dans le développement du troisième secteur une occasion de privatiser le service public à peu de frais.

Dans les pays les plus industrialisés, les politiques libérales, menées dans les années 1980 et jusque vers la fin des années 1990, visent aussi le désengagement de l'État et soutiennent également financièrement et idéologiquement le secteur associatif, dans la mise en place des *nou-*

velles politiques publiques, dans le cadre de l'appel à la notion très floue de « *gouvernance* ».

Enfin, les mobilisations de masse créent des conditions favorables pour introduire de nouveaux thèmes dans l'espace public ou pour forcer la conclusion de négociations.

Des mobilisations plus éphémères

Pour une nouvelle génération de militants, une fois atteint un objectif thématique et stratégiquement limité, il n'existe plus de raison de poursuivre une mobilisation, même si celle-ci s'est avérée forte et nombreuse. Les mobilisations de la fin des années 1980 et du début des années 1990 sont donc apparues aux sociologues comme limitées dans le temps, dans l'espace et par leur importance politique. Les observateurs les ont décrites comme éphémères, sans en saisir la nouveauté.

En effet, le rapport social à la mobilisation politique, et en particulier celui de la jeunesse, connaît aujourd'hui une profonde mutation. Les personnes qui se mobilisent pour une campagne spécifique, à un moment donné, ne ressentent plus ni le désir ni la nécessité de demeurer mobilisées en permanence, dans des organisations plus ou moins institutionnalisées. La majorité des participants sont là pour exprimer leur propre subjectivité, qui peut se traduire dans l'espace public comme une responsabilité citoyenne. Ces militants éphémères, philosophes du *hic et nunc*, se mobilisent en fonction d'un thème et de leur disponibilité du moment (en temps et en énergie) et, même s'ils peuvent être potentiellement très nombreux, il est difficile – au sociologue comme au journaliste – de les comptabiliser, parce qu'ils ne se mobilisent jamais tous en même temps.

Ainsi, les mobilisations contemporaines se caractérisent par leur fragmentation. Pourtant, ce serait une erreur méthodologique de n'observer que cette fragmentation et de ne pas analyser en même temps la tendance inverse : la *continuité historique* de ces mobilisations, l'*homogénéisation des thèmes* et la *structuration en réseaux* et en coordinations des différents secteurs de mobilisation.

Homogénéisation idéologique et coordination des mouvements

La fin de la guerre froide a eu principalement trois conséquences pour les organisations du

mouvement social, à l'échelle planétaire : la rénovation idéologique et organisationnelle de la gauche radicale, l'homogénéisation des discours et la coordination des luttes.

Rénovation de la gauche et démocratisation des luttes

En premier lieu, la marginalisation des partis communistes a contribué, dans un premier temps, à accentuer la crise idéologique de la gauche et de la gauche radicale, partout où elles représentaient des forces sociales et politiques. De nouveaux types de partis politiques voient le jour. Le Parti des travailleurs (PT) au Brésil, par exemple, en tant que parti rassembleur de la gauche, ouvert aux discussions idéologiques et capable d'intégrer des militants issus d'horizons politiques et sociaux très différents, est un très bon exemple de cette rénovation politique ; l'ANC de Mandela, au pouvoir après la fin de l'*apartheid*, également.

La dissolution de la plupart des groupuscules marxistes-léninistes et l'intégration de nouveaux militants dans des partis de gouvernement n'ont pas seulement forcé les militants de ces organisations à pratiquer entre eux le dialogue idéologique et, par là même, à effectuer leur « autocritique », mais les ont également stimulés à transformer leur utopie dans la pratique démocratique électorale, parlementaire et même gouvernementale. La pratique – même formelle – de la démocratie exige la négociation et, de ce fait, l'acceptation des préoccupations et revendications des autres groupes politiques ou des mouvements sociaux. L'ouverture, le dialogue et la négociation ont contribué peu à peu à homogénéiser le discours politique, renouvelant les anciennes thématiques et les ouvrant à celles des nouveaux mouvements sociaux : il en a été ainsi des positions antinucléaires, de la réduction du temps de travail ou de l'égalité entre hommes et femmes, du droit à la libre pratique de sa sexualité, de l'imminence de la crise climatique et énergétique, par exemple.

Vers la démocratisation permanente

Partout dans le système mondial, des concepts politiques qui auparavant étaient considérés comme « bourgeois » ou « réactionnaires » entrent en force, dès la fin des années 1980, dans le discours de la gauche et même de sa frange la plus radicale, avec des connotations positives : démocratie et démocratisation ; société civile et organisations non gouvernementales ; responsabilité individuelle et citoyenneté ; défense de l'identité et de la différence dans la solidarité et

l'égalité ; régulation du marché ; dé-bureaucratization de l'État ; respect de l'environnement, du climat et utilisation parcimonieuse de l'énergie, principe de précaution en faveur des générations futures ; lutte contre la violence, etc.

Les luttes pour les droits des femmes, des homosexuels, des prisonniers, des aliénés, des minorités linguistiques, ethniques, religieuses ou régionales, pour les droits des immigrés et des réfugiés, les luttes pour le droit à la ville, au logement, à la santé, à l'éducation, à l'environnement sain font leur chemin dans les organisations politiques, et transforment le mouvement social lui-même ; en cherchant à mettre en pratique ici et maintenant (sans plus attendre le grand soir) les principes qu'il défend, le mouvement social devient l'expression de la société qu'il désire voir advenir.

Les nouvelles organisations du mouvement démocratique cosmopolitaire – par exemple les néozapatistes, l'Action mondiale des peuples (AMP) ou ATTAC – ont totalement intégré dans leur discours les revendications des nouveaux mouvements sociaux des années 1970 et 1980, tout en valorisant l'idée de démocratie ou d'auto-organisation sociale.

Ainsi, parmi tous les concepts réactualisés par le nouveau discours de la gauche radicale, celui de démocratisation apparaît comme le concept clé. Même si – comme on l'a vu ci-dessus – l'idée de démocratisation a fonctionné comme légitimation du nouvel ordre mondial, les mouvements sociaux s'engouffrent dans la logique démocratique et en font une revendication prioritaire.

Dans le nouveau discours de la gauche (ou dans le discours de cette nouvelle gauche) *la démocratie est un idéal social, une virtualité collective qui est limitée par les rapports sociaux, mais dont (1) les thèmes peuvent être élargis, (2) les principes approfondis et (3) les droits étendus à un plus grand nombre de sujets.*

Inscrire les actions culturelles, politiques et sociales dans un processus de démocratisation permet d'organiser les différents thèmes soulevés par les mouvements sociaux (les anciens et les nouveaux) autour de principes (et non plus de règles, ni de programmes). *On se mobilise dorénavant pour des droits sanctionnant plus d'Égalité, plus de Liberté et plus de Solidarité, dans la reconnaissance des appartenances héritées ou choisies, et le respect des différences : la lutte permanente contre l'aliénation et en faveur de l'émancipation et de l'autonomie des individus et des groupes sociaux est le nouveau cadre normatif dans lequel se déploie l'éthique et la pratique*

politique de ce nouveau mouvement social, que je nomme « démocratique cosmopolitaire ».

Dans cette optique, le mouvement démocratique cosmopolitaire s'inscrit bien dans un processus bicentenaire, dans une continuité historique qui remonte à la naissance de la modernité politique, c'est-à-dire aux potentialités ouvertes par l'événement emblématique que constitue la Révolution française de 1789. Simplement, « 1989 » a radicalisé, étendu et universalisé l'aspiration démocratique en la mondialisant, du local au global.

Ainsi, dans cette phase de transition ouverte par l'après-1989, faire référence à une utopie fermée, voire à un *programme* politique, perd de son sens. La fin du « marxisme scientifique » libère le social et le politique. La finalité de la mobilisation sociale n'est plus conçue comme visant à la prise du pouvoir politique. Mais l'important est désormais l'extension de la participation individuelle et collective dans l'auto-organisation des luttes et dans le contrôle citoyen des pouvoirs.

Vu sous cet angle, par son refus du « politique », le mouvement social a libéré le « social », mais a relégué le « politique » dans un impensé. Le mouvement démocratique transnational n'est pas encore cosmopolitaire ; il n'a peut-être pas encore saisi l'importance de l'existence d'un État mondial, comme vis-à-vis (partenaire /adversaire) de négociation autour des revendications globales, et pour que la jouissance effective des libertés et l'exercice la démocratie formelle – du local *au global* – soient garanties.

Homogénéisation du discours et coordination des stratégies à travers les réseaux transnationaux d'ONG

Parallèlement pourtant, sur le plan politique, la fin de la guerre froide consacre le nouveau rôle joué par les organisations internationales, en particulier l'ONU. Une ébauche de gouvernance mondiale se met en place. Elle échappe au contrôle citoyen.

Une série de sommets comme le Sommet de la terre (Rio 1992, Johannesburg 2002, Rio+20), des femmes (Pékin 1995, du développement social (Copenhague 1995, Genève 2000), Habitat II (Istanbul 1996), du climat (Tokyo 1997, Copenhague 2009), etc., offrent la possibilité à des organisations non gouvernementales de se rencontrer lors de l'organisation de contre-sommets. Ce fut également le cas aux sommets de l'OMC à Genève (1998) et à Seattle (1999),

même si la stratégie d'opposition au sommet prévalait encore sur la stratégie de contre-sommet.

Le plus intéressant cependant, dans ces contre-sommets, n'est pas tant l'importance politique des mobilisations au niveau international, mais le fait que les organisations mettent à profit la présence des médias pour présenter les thèmes d'actualité sous un angle différent, plus proche des préoccupations des exclus des négociations officielles, et construisent peu à peu les contours de discours homogènes altermondialistes.

Du point de vue des actions collectives, les contre-sommets ont deux conséquences particulièrement importantes. Premièrement, ils obligent de nombreuses organisations à travailler ensemble sur un thème spécifique, du niveau le plus local (pour préparer les délégations) au niveau mondial, en passant bien entendu par le niveau national. Ainsi, d'un point de vue pédagogique l'impact est important. Les savoirs des militants sur des thèmes différents et le niveau général de connaissance des dossiers et de politisation de la population progressent par « percolation », et cela contribue également à l'universalisation des valeurs.

Par exemple, les contre-sommets de Rio (1992) puis de Copenhague (1995) ont permis de réduire les divergences entre environnementalistes et développementalistes, en popularisant le concept de développement durable. Le contre-sommet de Pékin (1995) a obligé les deux courants précédents à prendre en compte d'une manière centrale les questions féministes dans le développement durable. Celui de Copenhague (1995), en ouvrant la discussion sur la *sécurité humaine* (sécurité alimentaire, économique, sanitaire, environnementale, politique, personnelle et communautaire) et le développement *humain*, fit de la question des *droits humains* (dans l'articulation des trois générations de droits humains) le dénominateur commun des revendications thématiques. Toutes les revendications de la société civile sont aujourd'hui traduites en droits, et reposent donc sur la notion d'État de droit.

De plus, les sommets officiels élaborent fréquemment une déclaration, ou un agenda, qui sert de recommandation aux États et aux gouvernements. Ces textes n'étant généralement pas contraignants, ils restent le plus souvent lettre morte. Cependant, les organisations de la société civile y trouvent un programme de revendications face à leurs propres gouvernements et un moyen de pression face à l'opinion publique locale, nationale et internationale : l'*Agenda 21*

local – et notamment son volet participatif – est un excellent exemple d'opportunités de pressions citoyennes sur les pouvoirs locaux et leurs administrations publiques.

Une deuxième conséquence sociale des contre-sommets est la constitution, peu à peu, d'une société civile internationale et transnationale. Internationale, si nous faisons référence aux dirigeants ou représentants d'organisations qui forment la jet-set des ONG, voyagent et se réunissent très souvent entre eux ; transnationale, si l'on pense aux réseaux informels de militants et de citoyens qui en profitent pour renforcer les contacts personnels ou participer à des réseaux électroniques ou sociaux sur les thèmes politiques du moment.

Les coordinations d'ONG autour des contre-sommets constituent un élément important des mobilisations internationales. Mais elles ne représentent qu'une partie de transnationalisation de la mobilisation du mouvement de citoyens. En effet, certains militants ont très rapidement fait la critique des ONG (et du nouveau pouvoir qu'elles avaient acquis dans l'après-guerre froide), ainsi que des contre-sommets. Ils reprochent tout à la fois aux ONG de se transformer en exécutants des décisions prises par les gouvernements, de se couper de l'expérience et des revendications populaires (qui pourtant leur avaient donné naissance et dont elles se réclament encore le plus souvent), ou encore de participer de l'inefficacité organisationnelle et médiatique des contre-sommets.

Par exemple, au milieu des années 90, l'Action mondiale des peuples (AMP), d'inspiration néozapatiste⁷, qui regroupait en son sein des organisations tels que le Front zapatiste de libération nationale, le Mouvement des sans-terre brésilien ou encore les militants anarcho-écologistes anglais de *Reclaim the Streets*, par exemple, est née spécifiquement de cette volonté de se démarquer du travail de lobby des ONG pour créer parallèlement un réseau structuré de *mouvements populaires*, formellement dissocié des réseaux d'ONG.

Ce sont des militants qui œuvraient dans cette mouvance-ci qui ont été à l'origine des manifestations anti-OMC de Genève et qui seront très impliqués dans celles de Seattle. Leur stratégie d'action directe non violente vise davantage à démontrer une force potentielle qu'à effectuer des pressions politiques sur les gouvernements pour négocier avec eux. En cela, l'AMP s'est inspirée sans conteste de l'idéologie et de la stratégie élaborées par le néozapatisme.

Il faut bien dire aussi que leur affrontement systématique avec les forces de l'ordre a permis, davantage que ne l'auraient fait des Forums de débats et des ateliers de convergence, de médiatiser leurs actions, et au-delà de donner une véritable audience populaire à l'ensemble du mouvement anti- et alter mondialiste.

Les Forums sociaux mondiaux, en contre point des Forums économiques de Davos (qui continuaient de mobiliser les « anti-mondialisation ») ont permis parallèlement de développer et d'homogénéiser le discours alter-mondialiste, tout en élargissant la base sociale du mouvement démocratique cosmopolitaire en émergence.

Il n'est pas inutile à ce stade d'en décrire la genèse et l'évolution d'un point de vue sociologique.

De l'Anti- à l'Alter-mondialisation

À partir de 1998, Genève, qui profite du boom des Nations Unies dans l'après guerre froide, qui devient le siège de l'OMC et qui est également celui du *World Economic Forum* (WEF) de Davos, va jouer un rôle important dans la mobilisation transnationale.

Le premier sommet de l'OMC en mai 1998 donne une formidable occasion de rassembler les troupes et de mesurer l'impact de la mobilisation. Le *mouvement antimondialisation* est né. Il n'est encore que balbutiant. Parallèlement, l'opportunité est également donnée d'incorporer les questions liées au libre-échange aux agendas des réseaux d'ONG (une ébauche d'alter-mondialisation voit le jour).

Sur le plan de la contestation, les manifestations de Genève en 1998 n'auront donné qu'un avant-goût de ce que seront les mobilisations globales à l'avenir. C'est à Seattle (3^e Conférence interministérielle de l'OMC en novembre 1999) en effet que le mouvement devient médiatiquement et politiquement incontournable. C'est à Seattle que s'opère la jonction entre les réseaux transnationaux d'ONG (toutes thématiques confondues), le mouvement syndical international (notamment les très puissants syndicats nord-américains) et les mouvements paysans récemment organisés en coordinations internationales (*Via Campesina* notamment). C'est en ce sens que Seattle doit être reconnu comme le moment culminant du mouvement *antimondialisation*. C'est également à Seattle que s'opère la jonction entre les deux branches du mouvement, la branche institutionnelle et prête à la négociation (ONG, syndicats, etc.) et la branche confrontationnelle (anarchistes, *black blocks*, autonomes, etc.) : ces deux ailes du

mouvement ne peuvent plus feindre de s'ignorer. Leur antagonisme devra être résolu, principalement en ce qui concerne le rôle des casseurs dans les manifestations. L'enjeu est de fait la définition de ce que l'on doit entendre par « action directe non violente » ; cette définition doit être négociée ; elle le sera de cas en cas, lors de chaque *mobilisation mondiale* donnant lieu à des *manifestations locales*. La manifestation pour le Climat à Copenhague en 2009 démontre qu'en dix ans, le mouvement a su articuler les deux expressions du mouvement.

Genève occupe une place importante dans les réseaux transnationaux : en effet, c'est à Genève qu'ont été fondés l'Action mondiale des peuples (AMP), en février 1998, puis le réseau international d'ATTAC. Et c'est Genève, lors du Sommet social (Copenhague+5) en 2000, que choisit une importante délégation brésilienne d'ONG, qui était accompagnée par le vice-gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul (Miguel Rossetto, qui fut ministre du premier gouvernement Lula), pour proposer officiellement aux organisations présentes, notamment celles qui se mobilisent contre le Forum économique mondial de Davos, la tenue d'un Forum social mondial à Porto Alegre, en contrepoint au Forum économique mondial de Davos. Un forum *au Sud*, plutôt qu'au Nord, un forum *social* plutôt qu'économique. Un forum des *citoyens* actifs plutôt que des puissants de ce monde. Un forum dans une ville et dans un État gouvernés par le Parti des travailleurs (parti rassembleur d'un grande partie de la gauche brésilienne), reconnu pour avoir mis en place une forme novatrice de gestion publique locale : le « budget participatif ». Un forum proactif, visant à permettre – dans la diversité – l'expression des désirs de changement (la face de lumière des mouvements sociaux), face à des manifestations visant à troubler les réunions des puissants de ce monde (la face d'ombre, de résistance, du mouvement). À une échelle « globale », ce sont bien les deux expressions de ce même mouvement qui se donnent à voir simultanément.

Le 1^{er} Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2001) peut être considéré comme le moment fondateur de l'altermondialisation. Un forum dont l'ampleur surprend, qui se tient dans la joie, la bonne humeur. On voit la résurgence d'une foi en la possibilité de la transformation sociale, alors que de Davos et de Zurich les médias, CNN en tête, renvoient au monde entier l'image d'une Suisse retranchée derrière ses barbelés, protégeant les détenteurs les plus cyniques

du pouvoir économique, politique et idéologique de la planète. L'effet sur l'opinion publique est désastreux. Il est démontré à l'opinion publique mondiale qu'une alternative crédible est en voie d'émergence. Il est démontré aussi que le mouvement peut être pris dans des confrontations violentes (Göteborg et Gênes en juin et juillet 2001 le confirmeront), mais qu'il peut également réunir pacifiquement des dizaines de milliers de militants, dans l'unique objectif d'approfondir le débat d'idées. Le 1^{er} FSM a consacré les alliances possibles entre les *pouvoirs municipaux* et la *société civile locale*, autour des questions relatives à la gouvernance urbaine, (*Forum des autorités locales*, qui deviendra quelques années plus tard, une commission de CGLU), à la mise en œuvre des *agendas 21 locaux* (et de la *démocratie participative*, dont la Ville de Porto Alegre et son budget participatif fait figure d'exemple.

Le 2^e FSM Alegre (2002) marque une progression dans la structuration du mouvement, parce que l'adoption d'une charte des principes de Porto Alegre permet à d'autres segments sociaux, transnationaux et locaux, de se reconnaître dans le mouvement et d'y articuler leurs réseaux. Trois avancées remarquables sont réalisées : premièrement, ce forum marque l'arrivée dans le cadre de l'altermondialisation des réseaux de *l'économie sociale et solidaire*. Ces entreprises, dont l'objectif est de produire des biens et services mais à des fins non lucratives ou à lucrativité limitée, présentent une alternative concrète et actuelle au « tout capitalisme ». En deuxième lieu, pour la première fois, des centres de recherche et de formation entrent en tant que tels dans le processus de Porto Alegre. Leur objectif est d'instituer des réseaux de chercheurs et de formateurs qui travailleront en collaboration avec les organisations du mouvement altermondialiste. Le *Forum Science & démocratie*, qui s'autonomisera des Forums sociaux mondiaux, en naîtra. Enfin, et c'est le plus important, sur le plan de la mobilisation sociale, le 2^e FSM restera dans l'histoire comme celui qui décida de la *décentralisation du mouvement* et de la création de *forums sociaux continentaux, nationaux, régionaux et locaux*. Le moment était venu de relier effectivement, systématiquement, les actions politiques concrètes, locales, souvent limitées, à des réseaux nationaux, régionaux, transnationaux. Ce processus inédit est aujourd'hui toujours à l'œuvre, même s'il a pris selon les continents, les pays et les villes des formes différentes, la mondialisation devant toujours se concevoir, rappelons-le, comme la relocalisation des phénomènes globaux (planétaires).

Ni le foisonnement de réseaux de réflexion et d'action, ni l'importance en termes de mobilisation ne peuvent être évalués ici. Mais il est déjà certain, après le Forum social européen de Florence (novembre 2002) et sa manifestation pacifique de plus d'un million de personnes, et, surtout, après les manifestations anti guerre du 15 février 2003, décidées à Florence, en collaboration avec le Comité de coordination du Forum social mondial, que la puissance de ce mouvement possède des caractéristiques inédites puisqu'il va susciter des manifestations sans précédent dans le monde entier et amener à la fois à la mobilisation du monde arabo-musulman (dont la filiation avec les « printemps arabes » et les « révolutions du jasmin » n'ont pas encore été explorées), ainsi qu'au rapprochement du mouvement antimondialisation et des mouvements pacifistes et anti-impérialistes.

La mobilisation contre la guerre contribue ainsi à élargir la base du mouvement, en y intégrant de manière plus conséquente les mouvements pacifistes et antimilitaristes, qui avaient littéralement disparu depuis la guerre de 1991 contre l'Irak. En effet, le 30 septembre 2001, des manifestations « pour la justice globale » et « pour l'annulation de la dette » étaient prévues partout dans le monde pour s'opposer à la réunion du FMI et de la Banque mondiale qui devait avoir lieu à New York. Cette réunion, suite aux attentats du 11 septembre, a été annulée. Les manifestations ont cependant été maintenues sous le slogan « Pour sortir de la terreur globalisée, luttons pour la justice globale » ; il s'agissait notamment de se solidariser avec les victimes de la terreur aveugle aux États-Unis, de refuser les représailles guerrières, d'exiger le désarmement généralisé et d'annuler la dette extérieure des pays pauvres.

Le 3^e FSM (Porto Alegre, 2003) a continué à élargir la base idéologique et sociale du mouvement. Sans abandonner aucun des thèmes précédents, il a mis un accent sur la démocratisation de l'information et de la communication, enjeu fondamental du XXI^e siècle et sur la mise en réseaux de médias alternatifs à l'échelle planétaire.

Le 4^e Forum à Mumbai (Inde) en 2004 a permis de sortir de l'axe Amérique latine (principalement Brésil) / Europe (principalement France). La préparation du Forum mondial dans un Forum asiatique a été une expérience « prometteuse » ; cependant, même si ce FSM a été une indéniable réussite, notamment par la place qu'ont pris les *Dalit* (les intouchables) rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que les « promesses » de consolidation du mouvement démocratique cosmopolitaire en

Asie et en Océanie seront tenues. Si l'Inde et l'Indonésie sont à la fois des pays formellement démocratiques et ouverts sur le monde, si les États d'Asie du sud-est - et aujourd'hui même la Birmanie - semblent leur emboîter le pas, la situation est plus incertaine en Chine, même si elle est traversée par d'indéniables poussées démocratiques depuis 1989 et Tian'anmen.

Le retour du 5^e FSM en 2005 à Porto Alegre a pu sembler faire marquer le pas au mouvement (même s'il reste celui qui a réuni le plus important en nombre avec 150.000 participants). Par ailleurs, du point de vue du processus de consolidation idéologique, ce forum a été très important, notamment en raison de sa qualité méthodologique : un cadre thématique cohérent organisé en 11 territoires, l'idée que les propositions doivent être mises hiérarchisées et priorisées. Cette méthodologie a été reprise en partie pour le Sommet des Peuples à Rio+20, notamment dans les Tables rondes thématiques, qui ont nourri la réflexion d'ensemble.

La 6^e édition du FSM en 2006 s'est tenue pour la première fois de façon décentralisée dans différents lieux du monde : à Bamako (au Mali) la démocratisation de l'Afrique était au programme et la *Marche mondiale des migrants* fut lancée. La thématique de la migration, et du lien entre développement et migration entrainé de plain pied dans la trame idéologique du mouvement altermondialiste. Parallèlement à Caracas (Venezuela) était posée la question du rapport en États « progressistes » et démocratisation de la société. Sous l'influence du Président Chavez et de ses tentatives de construction d'un *mouvement révolutionnaire bolivarien* sur l'ensemble du continent américain, ce Forum a frisé la récupération politique. Mais par définition même, il n'est pas possible de récupérer un Forum et la conséquence la plus porteuse de ce FSM délocalisé fut la mise en réseau des mouvements et associations de défenses des communautés affectées par l'extension de l'exploitation minière. Ce réseau, qui depuis lors a continué à se structurer, notamment aujourd'hui autour de la lutte contre les « achats de terre » sera à n'en pas douter une des branches centrales des mobilisations alter- et anti- mondialistes des décennies à venir, en Amérique latine, mais également en Afrique. Le troisième FSM décentralisé aurait dû se tenir à Karachi au Pakistan, mais suite au terrible tremblement de terre qui s'est produit peu avant, il a été annulé.

Le 7^e FSM a eu lieu à Nairobi (en 2007). Le fait que Wangari Maathai, fondatrice *du parti vert Kenyan en 1987*, ancienne ministre de l'environnement,

ronnement et lauréate du prix Nobel de la Paix en 2004, ait une place importante dans la société civile kenyane, que son *Green Belt Movement* soit reconnu mondialement a probablement joué un rôle non négligeable dans le choix de Nairobi. Mais ce n'est pas la seule raison qui a motivé le choix de l'Afrique. Ce FSM 2007 a été extrêmement important dans le sens où c'est la première fois qu'autant d'Africains venus d'autant de régions différentes d'Afrique, se sont rencontrés en un même lieu pour discuter d'un certains nombre de problèmes africains et mondiaux. Cela est également un des effets importants des Forums.

Si on fait le parallèle avec de celui de Mumbai, il n'est pas certain que ce soit ce FSM en soi qui ait été très productif, mais la préparation du FSM par les forums continentaux, notamment celui de Bamako l'année précédente.

Le déplacement des FSM sur les continents différents permet de constater que la composition sociale des forums change en fonction du lieu où celui-ci se déroule, mais aussi d'observer le lien entre le mouvement, la société civile et l'État.

Environ 80 % des participants aux FSM sont des locaux, ou viennent des environs proches. La tenue d'un Forum permet avant tout la consolidation de la société civile locale. La société civile kényane, qui est probablement une des plus organisée en Afrique, n'est pas aussi développée que la société civile brésilienne ; la société civile vénézuélienne est surdéterminée par son rapport à l'État chaviste.

Même s'il a connu une moindre affluence que les FSM précédents, le FSM de Nairobi a néanmoins contribué à renforcer la base sociale et à élargir les thématiques idéologiques sur plusieurs plans. Tout d'abord, pour la première fois, des organisations syndicales du monde entier ont choisi le FSM pour lancer ensemble une campagne mondiale : la Campagne mondiale pour le travail décent (« *Decent Work Campaign* »). Ensuite, pour la première fois également, des grandes fédérations paysannes ont décidé de lancer un processus de réforme agraire au niveau mondial. Enfin, la réaffirmation de la Campagne de Wangari Maatai pour planter un milliard d'arbres dans le monde « *The One Billion Trees Campaign* », soutenue par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, ancre les préoccupations écologiques au sein des Forums. Il aura fallu attendre 7 ans pour que les préoccupations écologiques prennent une place fondamentale à côté des préoccupations sociales du

mouvement. À partir de ce moment, elles resteront centrales, préfigurant ce qui se passera à Copenhague en 2009.

Le Forum social mondial suivant qui mérite d'être cité est celui qui s'est tenu à Belém (Amazonie brésilienne) en janvier 2009. La crise financière mondiale bat son plein ; c'est du moins ce qui se dit à Davos. Les dizaines de milliers de militants venus du monde entier repartent avec la conviction renouvelée qu'un autre monde n'est plus seulement possible, il est inévitable. Après la crise des *subprimes* et la perspective d'une crise des dettes souveraines (notamment en Europe et aux États-Unis), le système mondial semble être à bout de souffle.

Prendre le parti de l'Amazonie, c'est prendre le parti de la diversité de la vie, contre le système mortifère de l'exploitation des ressources et des êtres humains. La grande leçon de l'écologie est enseignée par les peuples autochtones, qui ont bien saisi l'importance du rôle historique qui est le leur aujourd'hui.

Pour le mouvement social mondial dorénavant, les questions écologique et sociale ne font plus qu'une. Voici le résultat de Belém.

Le Forum mondial suivant, celui de Dakar en 2011, confirme ce point. Le thème de la migration y est central et ouvre un immense champ, notamment dans le rapport que les migrants entretiendront à l'avenir avec leurs lieux d'origine, dans une monde qui a beaucoup rétréci en 20 ans. Le printemps arabe fait souffler sur ce Forum un vent d'espérance et de joie.

Depuis la crise économique et financière mondiale, personne ne prend plus Davos au sérieux, et d'ailleurs les manifestations s'y font moins radicales, moins violentes. La séparation entre ceux qui se mobilisent « contre le système mondial » et ses sommets et ceux qui se mobilisent « pour un autre monde » n'est plus aussi nette. Et le sommet de Copenhague sur le Climat va démontrer que le mouvement passe à une autre étape de son développement.

La mobilisation durant le Sommet sur le climat en décembre 2009 à Copenhague marque un tournant pour le mouvement démocratique cosmopolitaire. Pour la première fois les *acteurs clés de la gouvernance mondiale* sont présents ensemble dans la même ville sur plusieurs jours de suite, dans un face à face inédit entre la « société politique », la « société civile » et le « mouvement social »

Les États, tout d'abord, sont très fortement représentés et à un très haut niveau politique. Sur le

plan du discours – et pour la première fois depuis le Sommet de la Terre de 1992 – nous assistons à une appropriation par les gouvernants du discours sur le développement durable et à une homogénéisation du discours sur les causes et les conséquences de la crise climatique. Ce discours est probablement de façade, mais il marque cependant un progrès pour la société civile qui peut désormais prendre les gouvernants au mot, même si l'on peut douter de leur bonne foi. Il existe de plus, bien sûr, de très grandes divergences entre États quant aux remèdes à apporter à la crise et quant aux efforts à fournir par chaque État.

Parmi les acteurs étatiques, le groupe des 77 a repris une grande vigueur, grâce à l'appui de la Chine notamment. La Chine devient un acteur étatique incontournable, notamment depuis les conséquences pour les États Unis et l'Europe de la crise économique et financière. Le système mondial moderne accélère encore sa mondialisation.

Le monde onusien et multilatéral émerge comme un nouvel acteur. Pour la première fois, on assiste à une très grande mobilisation des fonctionnaires internationaux; ce n'est pas tant leur nombre – dans les coulisses des OI ou dans les délégations officielles des États – qui est marquant, mais bien davantage l'expertise et l'engagement personnel de cette nouvelle "catégorie sociale" *sui generis*, très homogène, que constituent les fonctionnaires internationaux. À noter que Genève est devenue en quelques années, dans des réunions plus ou moins officielles d'experts des différentes agences onusiennes et autres organisations internationales, la plaque tournante de cette « gouvernance mondiale » en émergence.

Par ailleurs, les grandes entreprises transnationales sont également présentes. Elles développent à leur tour un discours homogène sur leur « responsabilité sociale et environnementale » en tant qu'entreprises. Comme pour les États, la transformation du discours est cruciale pour les organisations de la société civile, car il rend possible une mobilisation pour que les entreprises, prises au mot, tiennent leur parole.

Enfin, les Villes et les pouvoirs locaux emmenés par ICLEI et CGLU, sont également présents à la Conférence interministérielle, ainsi que dans un Forum parallèle des villes.

De l'autre côté, en miroir, les grandes ONG internationales sont toutes au rendez-vous. Elles sont présentes à la fois (et c'est également un premier) à la Conférence interministérielle, au contre-sommet (*Climate Forum*) et dans la rue à la tête des manifestations qui dénoncent la

mauvaise foi et le manque de courage des chefs d'État et de gouvernement.

Par ailleurs, les ONG nationales sont, dans de très nombreux pays, organisées en *coordinations nationales* sur le climat et ont réussi à faire accepter un ou plusieurs représentants dans les délégations officielles des États. Ce qui renforce les contradictions entre le discours et la pratique, à l'intérieur même des délégations gouvernementales. C'est d'ailleurs probablement cette contradiction entre un discours de plus en plus homogène et des acteurs toujours plus polarisés, et dépendant de logiques nationales, qui a provoqué l'échec de l'accord, ou plutôt l'absence d'accord ce qui très différent, puisque tout sera à reprendre... et notamment lors du prochain sommet de Rio en 2012 et des sommets suivants.

Les organisations des mouvements sociaux, syndicaux, paysans, environnementalistes, développementalistes, indigènes, etc., toutes celles et ceux que les Forum sociaux mondiaux ont contribué à rassembler depuis dix ans dans l'altermondialisme sont également présentes, notamment dans un *Climate Forum*, sorte de FSM thématique, d'une très grande richesse. Par ailleurs, elles se mobilisent également pour la grande manifestation d'opposition aux négociations dans laquelle elles rejoignent les groupes très radicaux prônant l'affrontement direct (*black blocks*) venus en très grand nombre.

En résumé, en décembre 2009 à Copenhague, on a assisté en même temps sur un même lieu, d'une part à une Conférence multilatérale dans le cadre de l'ONU, à une réunion du G20 (comme celles de Washington ou de Londres) et à un sommet des Villes et pouvoirs locaux, et d'autre part, à un Forum social mondial (le *Climate Forum*), ainsi qu'à une manifestation confrontationnelle (comme celles organisées contre le WEF à Davos, au contre les G8 / G20 ou contre les rencontres de la Banque mondiale, du FMI ou de l'OMC).

D'une manière générale, le sentiment commence à monter que l'on fait face à une crise systémique mondiale (à la fois globale, mais ayant des répercussions – même différenciées – sur l'ensemble de la planète).

La fréquence du nombre d'événements (environnementaux, économiques, technologiques, etc.) historico-mondiaux catastrophiques est en augmentation constante depuis deux siècles, avec une accélération dans les trois dernières décennies... c'est un indice que le système arrive à une bifurcation. L'idée que le fonctionne-

ment du système mondial n'est pas durable fait son chemin, même parmi les classes dirigeantes. Les discours des intervenants au World Economic Forum de Davos se rapprochent de ceux de Porto Alegre.

Le Zapatisme comme exemple

J'aimerais proposer ici un détour par un mouvement emblématique, pour la période post-guerre froide, qu'a été – pendant quelques années – le *néozapatisme*. Première étincelle de la mobilisation contre le nouvel ordre mondial prôné par George Bush père et les tenants de la fin de l'histoire, il préfigure déjà le désir de gouvernance mondiale dont le mouvement démocratique cosmopolitaire est porteur.

Le *subcommandante* Marcos, dans les montagnes du Chiapas, ne s'est apparemment pas inspiré des théoriciens de la dissidence est-européenne et pourtant, même s'il choisit la lutte armée, son discours possède de très nombreuses ressemblances avec le discours démocratique central et est-européen, repris par les mouvements de citoyens européens, puis redynamisé dans les Forums sociaux.

Son axe central est la *citoyenneté*. La force du discours de Marcos, c'est qu'il emboîte les différentes formes de citoyenneté dans une démocratie mondiale multi-niveaux.

De fait son discours organise synthétiquement quatre niveaux de revendications – émanant de quatre types de mouvements sociaux – jusqu'alors dissociés, voir posés comme antagoniques : identitaire (maya), nationalitaire (chiapanèque), de libération nationale (mexicain/zapatiste), mondial/universel (contre l'impérialisme, rebaptisé « contre le néolibéralisme et pour la vie »).

Marcos choisit en effet le 1^{er} janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA (le traité de libre-échange nord-américain), qui met en péril la propriété communautaire des terres (*ejido*) pour les indigènes, pour déclencher au Chiapas une guérilla d'un nouveau type (la « non-violence armée »). La guérilla ne vise pas la prise du pouvoir. Elle prend le pouvoir au mot, comme l'avaient fait Vaclav Havel et la Charte 77 dans les années 80.

C'est une nouvelle forme de dissidence. Elle revendique la mise en œuvre d'un processus de démocratisation politique, sociale et culturelle en faveur des populations les plus marginalisées. Le discours de Marcos est à la fois très cohérent idéologiquement (une lecture marxiste

du système mondial contemporain qui place la globalisation économique au centre de l'analyse) et très souple dans les manifestations de luttes qu'il propose. Son influence médiatique mobilise principalement des jeunes. On disait la « jeunesse » peu politisée, et sa radicalité va surprendre tout le monde : les partis politiques traditionnels, les organisations non gouvernementales ou syndicales, la police elle-même. Il est également le premier à utiliser internet pour la mobilisation, mais en 1994, nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements de cette technologie.

Marcos tient un discours à la fois poétique et plein d'auto-dérision ; ce discours fait mouche auprès des jeunes et on lui doit la mondialisation spectaculaire de la contestation, autour de l'idée de la lutte « intergalactique » « contre le néolibéralisme et pour la vie ». Le discours néozapatiste a une résonance importante également parmi les intellectuels et les militants internationalistes. Marcos est l'un des premiers à donner un nouveau nom à l'ennemi : *néolibéralisme*. Ce faisant, le néozapatisme dénonce d'abord une idéologie, désignée comme l'idéologie dominante (la pensée unique) du nouveau système mondial. Il redonne l'espoir de participer à un combat commun, mené de manière coordonnée, au nom de valeurs partagées. Il valorise les luttes locales en y instillant un nouveau souffle révolutionnaire, et plus précisément insurrectionnel. Et ça aussi c'est important ; par ailleurs, son objectif est la démocratisation de la société et la fin de l'idéologie d'avant-garde.

Sur le plan de l'organisation de la mobilisation, le grand rassemblement zapatiste de *La Realidad* en 1997, à l'instar des Assemblées du *Helsinki Citizens Assembly* de 1990 à 1995, préfigure déjà les Forums sociaux.

Sur le plan idéologique surtout, Marcos pose pour la première fois qu'il n'y a pas de contradiction – au contraire – entre différents niveaux de revendications portés jusque là par des types de mouvements très différents : maya, chiapanèque et mexicain. Son discours est également mondial/universel (contre l'impérialisme, rebaptisé « contre le néolibéralisme et pour la vie »), mais il lui manque une dimension politique. Il lui manque en quelque sorte une portée « cosmopolitaire », celle de la nécessaire constitution d'un État mondial pour garantir la possibilité d'une gouvernance mondiale permettant un monde dans lequel puisse entrer tous les mondes, que seul permet à mon sens l'institution d'un État mondial (à contester).

Rappelons que sur le plan de la mobilisation internationale, Marcos est le premier à utiliser internet. Il est vite compris et suivi par le mouvement squat international, qui autour de l'Alliance mondiale des peuples, soutiendra les mobilisations locales, en accueillant dans les squats les militants transnationaux, ce que l'on a pu vérifier pendant les manifestations anti-OMC (à Genève en 1998) et anti-G8 (à Evian en 2003). Les stratégies de mobilisation et les techniques d'actions directes non violentes empruntées aux anglais de *Reclaim the Streets* vont s'imposer dans la jeunesse.

Dans la même filiation, ces dernières années ont vu l'émergence de nouvelles formes de mobilisations politiques comme les « indignés », les mouvements « occupy » ou les « anonymous ». Ces nouvelles mobilisations constituent – à première vue, mais elles sont encore trop récentes pour pouvoir être analysées avec le recul nécessaire – de nouvelles expressions, à l'échelle mondiale, de la résistance au système. Elles se situent donc dans la « face d'ombre du mouvement social » et ne semble pas arriver (au moment où j'écris ces lignes) à s'articuler autour d'un mouvement social proactif (sa « face de lumière »). Il ne s'agit donc pas de mon point de vue, en l'état, d'un « nouveau mouvement social », mais cela pourrait constituer la base de résistance à la crise systémique d'un mouvement cosmopolitaire proactif (pour davantage de liberté individuelle, d'égalité et de solidarité).

Ce qui est indéniable, par contre dans ces mobilisations, c'est l'arrivée de nouveaux acteurs, plus jeunes, qui de surplus utilisent de nouveaux répertoires d'actions et qui incorporent de nouvelles thématiques (lutte contre les profiteurs du système financier, pour *Occupy*, et lutte pour l'information libre sur internet (pour *Anonymous*) dans l'espace public mondial.

La Gouvernance mondiale : forme démocratique de l'État mondial

Ce chapitre vise à démontrer *qu'il n'y a pas de gouvernance sans État, et donc pas de Gouvernance mondiale sans État mondial*. Un pouvoir, qui n'est pas institutionnalisé en toute transparence, est laissé aux mains de forces obscures, auxquelles il n'est pas possible de s'opposer librement et démocratiquement.

La notion de gouvernance est un terme apparu récemment pour désigner une forme de gouvernement « nouvelle ». La définition que je pro-

pose ici est la plus couramment employée – à ma connaissance – dans les sciences politiques contemporaine, ce qui ne la met pas au dessus – au contraire – de toute critique.

Il existe deux sens courants au terme de « gouvernance », mais ces deux sens ont un tronc commun : d'une part, l'idée *politique* de « diriger, établir l'ordre et gouverner » ; et, d'autre part, une idée de « *participation* » au sens large ou de « *consultation* » : « unir les forces, agir de concert, s'accorder ou se mettre d'accord » ; c'est-à-dire l'entrée dans le processus de décision d'autres parties prenantes (*stakeholders*) que les détenteurs légaux du « pouvoir de décider » (l'État et son administration).

Les deux sens constituent ensemble ce que les politologues font généralement entrer dans la définition de la « politique publique » (*policy* par opposition à *politics*). C'est-à-dire : d'une part, les décisions prises sur la *vision politique*, les *orientations stratégiques* générales, les *objectifs* à atteindre à moyen et long termes ; et d'autre part, les *décisions opérationnelles* prises quant à la mise en œuvre de la politique décidée.

Dans toute politique publique, il existe donc trois grandes catégories de « parties prenantes » : l'État et ses administrations ; les entreprises privées ; la société civile dans son sens étroit : associations de défense d'intérêts ou de valeurs.

La différenciation entre ces trois catégories n'est possible que dans un système politique « moderne ». La gouvernance se situe en dehors du système politique proprement dit, qui se compose de la forme de l'État (unitaire, fédérale, etc.), du système électoral (proportionnel, uninominal, etc.) et du système des partis (multipartisme, bi-partisme, etc.).

La **gouvernance** est définie ici comme la manière de gouverner d'un *État moderne* qui choisit d'ouvrir l'élaboration des décisions sur l'orientation, la mise en œuvre et le contrôle de ses politiques publiques à des parties prenantes non étatiques (entreprises privées ou associations de défense d'intérêts ou de valeurs). L'État peut déléguer ses compétences à des structures politiques infra- ou supra-étatiques.

Lorsque l'on en réfère à la notion de gouvernance, je persiste à penser (malgré les définitions plus larges que l'on peut lire ici ou là) que c'est l'État – au sens moderne du terme – qui reste le détenteur formel du pouvoir (du début à la fin

du processus), qu'il choisisse d'exercer ou non son pouvoir directement.

Car sur le plan national, pour le moins, c'est l'État qui découpe son action publique en « politiques publiques » sectorielles et qui, de ce fait, découpe les champs de gouvernance ; il peut le déléguer à des structures politiques infra- ou supra-étatique (en fonction de ses propres critères de centralisation / décentralisation, de concentration / déconcentration et de subsidiarité / « gouvernance multi-niveaux »).

C'est encore l'État qui fixe le degré d'ouverture de la participation (sur une ligne allant de l'information à la co-décision, en passant par la consultation) désigne les parties prenantes, donne le cadre sur le champ, la durée du processus et le niveau des décisions prises.

C'est enfin l'État qui reste en dernier ressort responsable, (dans les deux sens anglais de *accountable et responsible*) de bout en bout de la politique publique décidée (ou non décidée) et menée (ou « laissée à elle-même »).

Vu sous cet angle, la gouvernance est donc bien une *méthode* de gouvernement dans un *système moderne*. La pratique de la gouvernance ne gomme ni les structures de pouvoir dans la société (exploitation économique, domination politique, hégémonie culturelle), ni les rapports de forces dans les champs économique, technique, politique, religieux, social et culturel. La gouvernance peut être autoritaire ou démocratique (elle se situe généralement quelque part entre ces deux pôles). La gouvernance n'est pas une morale, elle n'est *a priori* ni bonne ni mauvaise (la « bonne » gouvernance n'est pas une notion de science politique, mais une notion idéologique et morale).

Du point de vue des démocrates, la « bonne gouvernance » ne peut-être que démocratique, mais ce n'est pas le point de vue de tout le monde.

Pour comprendre la relation entre « gouvernance mondiale » et « mouvement social », il faut donc « historiciser » cette définition, c'est-à-dire la resituer dans le temps et dans l'espace : le temps sera celui de la modernité et l'espace celui du système mondial.

En effet, dans chaque langue, dans chaque espace culturel, le concept de gouvernance peut recouvrir des réalités fort différentes ; ce qui ne serait pas grave, s'il ne s'agissait pas de contribuer à mettre en place une gouvernance mondiale, qui devra être légitime dans toutes les

cultures, et articulée du global au local, dans des contextes politiques et sociaux fort différents.

Le processus de modernisation fait entrer en dialogue – dans chaque État national – les valeurs et les pratiques de la tradition, et celles de la modernité. Et pour chaque État national, c'est cette relation entre modernité et tradition qui définit le champ opérationnel de la gouvernance.

Toute société humaine doit répondre à la question de sa régulation politique. Toute société se donne des institutions « politiques » qui permettent que des décisions quant à la gestion de la communauté dans son ensemble et quant aux orientations choisies pour son évolution, soient prises de manière légitime.

Dans les sociétés pré-modernes, le pouvoir est exercé sans que ne soit reconnu, ni le pluralisme politique et idéologique, ni la laïcité, ni la sécularité, ni l'égalité de chaque individu libre devant la loi. La modernité introduit un changement de paradigme en posant – sur le plan politique – le *principe d'État de droit*.

La modernité pose de plus le *principe d'individu* » comme une valeur centrale, notamment dans la dimension démocratique de la modernité (une personne, une voix). Avec la modernité, l'individu n'est plus conçu en fonction de la place dans la communauté ou dans la hiérarchie sociale, ni en fonction de son rôle social, mais dans sa qualité de personne autonome, égale en droit à tout autre personne. La modernité contient un principe de démocratisation.

Une gouvernance mondiale démocratique n'est pas possible sans un État mondial (État de droit) ni un gouvernement mondial (qui pilote les politiques publiques)

À mon sens donc, le concept de gouvernance est intrinsèquement lié au concept d'État moderne, par le fait même que la *gouvernance* n'est pas le *gouvernement* direct, mais un prolongement participatif du gouvernement dans la phase de mise en œuvre de politiques publiques ; une forme plus ouverte, plus indirecte et plus participative, de gouvernement.

Mais qu'en est-il de la gouvernance, dans un système économique, politique et socio-culturel mondial qui connaît depuis 20 ans, une forte accélération de sa mondialisation ?

- Les acteurs impliqués dans les gouvernances locales ou sectorielles, notamment les acteurs dits de la société civile, se trouvent pris dans des

contradictions insurmontables. On attend d'eux qu'ils répondent à des problèmes strictement limités sur le plan territorial ou thématique, mais dont les causes sont souvent d'une grande complexité et dépassent largement le cadre territorial ; cela génère une grande frustration et un sentiment grandissant d'impuissance.

Qu'en est-il, en d'autres termes, de la gouvernance dans le système mondial contemporain, où l'interdépendance entre les États est de plus en plus forte, où les problèmes à régler collectivement augmentent, en nombre et en importance, de manière croissante, et où les acteurs non étatiques s'organisent à un niveau qui n'est plus inter-national (ou plus précisément dit « inter-étatique »), mais « transnational » ou, plus précisément, « global » ?

- Il n'existe pas de cadre institutionnel légitime qui rende les négociations entre acteurs valides et opérantes. La dernière conférence de Rio+20 en est un excellent exemple.

Qu'en est-il de la gouvernance, dans un système politique mondial qui ne connaît pas de gouvernement mondial ?

- Elle est la résultante d'effets de systèmes non contrôlables démocratiquement.

Qu'en est-il de la gouvernance, dans un système politique mondial où tout ce qui relèverait d'un État moderne ne peut être organisé dans un cadre institutionnel et légal, et qui ne connaît pas de formes légitimes de régulations, permettant de donner une cohérence aux décisions prises et d'en assumer la responsabilité ?

- Le système mondial ne connaît aucune cohérence, les propres gouvernements cultivent les contradictions : les positions d'un ministre de la santé à l'OMS ou d'un ministre du travail à l'OIT entrent souvent en pleine contradiction avec ce que propose un autre ministre – du même gouvernement à l'OMC ou au FMI.

Qu'en serait-il de la gouvernance « mondiale » en l'absence d'un État mondial et d'un gouvernement mondial ?

- L'idée de gouvernance mondiale est très récente. La notion est le plus souvent utilisée sans être définie, mais avec une forte charge émotionnelle. De fait, chacun lui fait porter ce qu'il désire y accrocher : une part de frustration et une part d'espérance. L'expression de gouvernance mondiale exprime une déception, un manque (il n'existe pas de gouvernance mondiale !) et, simultanément, le désir d'un autre monde, plus régulé, moins aléatoire et arbitraire.

Pour que puisse émerger une « gouvernance mondiale » (une gouvernance effective, réelle, concrète, et non simplement d'une abstraction, virtuelle ou fantasmagorique), nous devrions disposer d'un set de « discours politiques et idéologiques » sur les aspects politiques de la globalisation, sur la question du pouvoir dans la politique internationale et multilatérale (de l'ONU, de l'OIT, de l'OMC) et en dehors d'elle (les impérialismes, le pouvoir des entreprises multinationales, des marchés financiers, des mafias, etc.). Or aucune des grandes familles politiques ne se risque réellement à cela. Les partis s'expriment sur leur projet de société du local au national. Quand ils se positionnent sur l'international, c'est presque toujours pour la défense de la « partition nationale », dans le « concert des nations ». En aucun cas, les partis politiques ne proposent un programme de mise en œuvre de la *politique mondiale*.

Cependant, la seule forme politique qui pourrait permettre à la communauté mondiale de prendre en main ensemble son destin est un État mondial démocratique, dirigé par un gouvernement mondial légitime. Lui seul pourrait mettre en place les politiques publiques mondiales dont l'Humanité à besoin pour survivre et évoluer de manière pacifique et harmonieuse. Ces politiques publiques, dans les domaines de la gestion des ressources et des biens communs de l'Humanité, dans celles de l'environnement et de la santé, dans le domaine des conditions permettant d'encadrer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, dans celui des migrations ou du commerce mondial, etc., pourraient ouvrir des champs spécifiques de gouvernance mondiale. Dans ce cadre-là les grandes familles politiques auraient – sans aucun doute – des positions idéologiques bien différentes les unes des autres, que le système démocratique pourrait arbitrer.

Si ce n'est pas un système démocratique mondial – quel qu'il soit – qui fasse émerger les propositions et permette la prise de décisions, comment prétendre que ces décisions seraient légitimes ? Et quel serait le principe social dont elles découleraient ? Dieu ? La Nature ? La Raison ? Le Progrès ? Le Bon sens ? La société civile auto-proclamée ?

- Les questions centrales qui se posent d'un point du point vu démocratique sont celles du mode de représentation, du processus de décision, de mode de contestation des décisions et de contrôle de la mise en œuvre, ainsi que de la sanction des contrevenants à la règle. C'est ce qui permet aux décisions d'être perçues comme légitimes, acceptées même si l'on se trouve dans

une minorité, et ce qui garantit finalement le sentiment que même en désaccord, on appartient à la même communauté humaine. Sur ce point, ce qui est valable sur le plan local ou national l'est *a fortiori* sur le plan mondial.

Comment et selon quelle procédure peut-on contester la validité de ces décisions sur le fond et sur la forme ? Qui décide de qui met en œuvre les décisions ? Et comment contrôle-t-on qu'elles ont bien été mises en œuvre ? Qui sanctionne en cas de non respect de ce qui a été décidé ? Et qui finalement est considéré comme le détenteur légitime de la force publique ?

- Si la gouvernance mondiale s'inscrit dans un système politique qui aura répondu à toutes ces questions... elle s'inscrira dans un État mondial, *nolens volens*.

L'existence d'un État de droit au niveau mondial ne préfigure aucune manière quelle forme d'État (plus ou moins confédéral ou plus ou moins unitaire ?) qu'il s'agirait mettre en place, ni de quel système politique (plus ou moins parlementaire, une, deux, trois chambres, davantage ?), ni de quel système électoral (grands électeurs ou représentants directs ? Tirage au sort ?), ni des articulations complexes entre démocratie représentative, démocratie participative et démocratie directe, qui pourraient être mises en place pour le respect, voire la promotion des minorités ou de la diversité.

Dans ce cadre-là, la *gouvernance*, qui est un système de relations contradictoires et de régulations instables qui permet au gouvernement de gouverner en concertation, aurait également toute sa place.

L'idée d'un État mondial n'est pas nouvelle, notamment comme solution à la guerre. Mais aujourd'hui, c'est la survie même de l'espèce qui la rend nécessaire. Et la communauté humaine est davantage consciente d'elle-même aujourd'hui qu'elle ne l'était au sortir de la seconde guerre mondiale. La première guerre mondiale a produit la société des nations (SDN), la seconde guerre mondiale a produit l'ONU, l'intégration européenne et la création d'une foule d'États nés des mouvements nationalitaires de décolonisation.

Faudra-il attendre une troisième guerre mondiale pour aboutir à une Organisation internationale de troisième type, qui corresponde au niveau de mondialisation du XXI^e siècle ? Quelle assurance aura-t-on que cette Organisation internationale de troisième type sera démocratique et reposera sur l'État de droit ?

Ce cahier n'avait pas pour ambition de répondre à la forme que devrait prendre un État mondial.

Laissons cela se discuter au sein du mouvement cosmopolitaire démocratique !

La question de ce cahier portait sur l'évolution des mouvements sociaux depuis une vingtaine d'années et leur rapport à la gouvernance mondiale.

J'en arrive à la conclusion aujourd'hui que ce qui bloque l'avancée des mouvements sociaux aussi bien sur le plan mondial que sur le plan national ou local, c'est l'absence de cadre politique auquel opposer leurs revendications.

Aujourd'hui, le système mondial moderne est en train de changer et de faire changer d'échelle à l'Humanité. Nous avons vu comment le mouvement social transnational (anti- et altermondialisation) est l'expression sociale de ce changement d'échelle.

La même question s'était posée au XIX^e siècle. Les mouvements nationalitaires ont revendiqué la création d'États, et les forces sociales ont pu s'y déployer avec une grande efficacité (notamment le mouvement ouvrier syndical).

Nous en sommes là aujourd'hui, mais à l'échelle mondiale.

Les propositions qui suivent peuvent paraître bien timides par rapport à l'ampleur de la tâche. Ce n'est que parce qu'il faut commencer par le début... et que le point de départ – malgré l'urgence – est de *bien penser* le cadre de l'action collective et bien *rassembler les forces* avant de se lancer dans la l'aventure du mouvement démocratique cosmopolitaire.

Gageons que le temps consacré à la préparation ne sera pas du temps perdu ; au contraire ! C'est justement parce qu'il y a urgence que nous n'avons pas le temps de nous tromper de stratégie.

Question :

Comment contribuer à l'émergence d'un mouvement démocratique cosmopolitaire qui puisse faire advenir la forme politique « mondiale et moderne » qui permette de mettre en œuvre une gouvernance mondiale multi-niveaux, fondée sur la subsidiarité active ?

2. Propositions

Dans cette partie, je pars d'abord d'un certain nombre de constats que je tire des développements précédents ; sur cette base je formule des propositions.

Pour chacune d'entre elles, j'énonce des objectifs, je propose des moyens d'action et je désigne les acteurs stratégiques qu'il s'agirait de mobiliser pour atteindre ces objectifs.

1. Premier constat : Le niveau global / planétaire de la gouvernance est un impensé du « politique »

Pour qu'une « gouvernance mondiale » démocratique puisse voir le jour, il serait nécessaire qu'il existât des « discours politiques » sur les aspects politiques de mondialisation. Cela n'est pas le cas aujourd'hui.

Il existe bien sûr des discours scientifique ou académique sur la mondialisation *politique*, construits dans le cadre des sciences sociales et politiques, du droit ou des relations internationales.

Il existe à l'inverse des discours politiques et idéologiques sur la mondialisation *économique* (le pouvoir des marchés, celui des multinationales) ou sur la mondialisation *culturelle* (*l'impérialisme culturel, l'uniformisation ou l'occidentalisation du monde*).

Les partis politiques – quelle que soit leur orientation idéologique – construisent quant à eux des discours sur le « politique », à tous les niveaux politico-institutionnels auxquels ils sont amenés à porter leur action, que cela soit sur les collectivités locales et les agglomérations, sur le rapport entre l'État national et les régions ou les États fédérés (pour les États fédéraux), et sur le rapport entre les États nationaux et les intégrations régionales (l'Union européenne, le Mercosur, l'Asean, etc.).

Aucun discours idéologique, émanant de partis politiques ni même d'organisations de la société civile ou du mouvement social transnational ne pose la question de la Gouvernance mondiale en tant que telle⁸.

Les Cahiers du Forum pour une nouvelle Gouvernance mondiale (FnGM) ont assurément constitué le tour d'horizon préliminaire, nécessaire à la création d'un discours. Mais aucun forum de discussions et de débats ne pourra jamais se substituer aux institutions politiques proprement dites, que sont les grandes familles politiques ; tout au plus un Forum pourra-t-il proposer d'organiser leurs débats.

Aujourd'hui, les partis politiques (et leurs idéologies) se trouvent dans une contradiction insurmontable, qui explique leur désaffection et leur manque de légitimité. D'une part, ils ont de plus en plus conscience de la nécessité de réguler le système mondial (notamment sur les aspects environnementaux et sur le plan des ressources, sur celui des marchés financiers et du commerce international, ainsi que sur celui de la sécurité collective et des droits humains). D'autre part, enfermés dans la logique de l'État national dans lequel ils sont institutionnalisés, les partis politiques continuent de prétendre que toutes les questions qui se posent à l'Humanité dans son ensemble peuvent être réglées dans le cadre des États nationaux, et - le cas échéant - lors de sommets multilatéraux. Ce pourtant n'est plus vrai, le COP-15 de Copenhague et Rio+20 en ont fourni une preuve désolante à l'opinion mondiale.

Face à l'absence de structures politico-institutionnelles démocratiques au niveau le plus global (planétaire), les partis politiques n'ont pas construit de discours cohérent sur le pouvoir politique et la gouvernance mondiale, discours qui puisse être articulé du niveau le plus local au niveau le plus global / planétaire de l'action politique et publique.

L'État mondial et la gouvernance mondiale sont donc bien des impensés du politique.

Si les partis politiques se positionnaient aujourd'hui sur les contours d'un *système politique mondial* et non plus seulement national (voire international) cela transformerait en profondeur leur discours et leur pratique politique du global au local. La cohérence qu'ils y gagneraient, dans la pensée et l'action politiques, leur ferait également gagner en légitimité et en adhésion.

8. À l'exception des riches propositions contenues dans ces Cahiers pour une nouvelle Gouvernance mondiale, dont il s'agit aujourd'hui de tirer une synthèse des principales options idéologiques (concurrentes et parfois antagonistes) que la série met en relief dans sa diversité.

Il faut rappeler que, dans la modernité politique, les idéologies se sont construites dans le cadre de la mise en miroir des sociétés civiles et des mouvements sociaux face aux États nationaux dans lesquels ils émergeaient.

Par exemple, le discours nationalitaire du XIX^e siècle s'est construit notamment dans le cadre des mouvements pour l'indépendance face aux empires, ou pour l'autonomie sur une base linguistique, ethnique ou géographique. Le discours socialiste s'est construit différemment de pays en pays, notamment dans le cadre du face à face entre le mouvement ouvrier-syndical et l'État dans lequel il émergeait et qu'il « challengeait ».

Aujourd'hui, le système mondial moderne est en passe de faire changer d'échelle à l'Humanité. Nous avons vu comment le mouvement social transnational (anti- et altermondialisation) est l'expression sociale de ce changement d'échelle.

Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est d'un discours *politique* (ou mieux encore plusieurs discours politiques qui entreraient en dialogue) sur les structures institutionnelles et politiques dont la société humaine a besoin pour exercer une subjectivité collective planétaire. L'objet de dispute idéologique devrait donc porter sur : « quel type d'État pour la communauté humaine ? »

C'est donc bien au mouvement social planétaire (anti- et altermondialiste) de se transformer effectivement en mouvement démocratique *cosmopolitaire*, c'est-à-dire en mouvement qui intègre la dimension *politique*, en devenant le mouvement pour un État mondial.

L'objectif peut ne pas paraître très mobilisateur de prime abord. Mais cela dépend peut-être également de la stratégie de mobilisation qui serait choisie.

Un mouvement cosmopolitaire – conscient de lui-même – devrait peut-être revendiquer une Constituante et intégrer en son sein toutes les forces politiques (contradictoires entre elles) qui se rallieraient à cette idée. Cela pourrait passer par la revendication parallèle d'une ONU de troisième type... ou de la Citoyenneté mondiale (comme celle du Passeport mondial, par exemple). L'important serait dans un premier temps de populariser les débats autour de l'idée qu'il est nécessaire pour la survie de l'Humanité de disposer d'un « pouvoir politique mondial légitime ». Sur la forme que prendrait ce « pouvoir politique mondial légitime », il sera toujours assez tôt pour se disputer.

Notre premier constat met donc en lumière **un premier enjeu**, que l'on peut qualifier d'épistémique (de l'ordre de connaissance) :

Premier enjeu :
Comment penser « politiquement » à la fois le mouvement social transnational et la gouvernance mondiale

En d'autres termes, la question pourrait être posée de la manière suivante :

Comment faire pour que le concept de mouvement cosmopolitaire (du mouvement pour l'État mondial) devienne un concept opérant, tant du point de vue *scientifique* (pour que ce concept soit affiné et étoffé par la recherche dans le débat académique), du point de vue *idéologique* (pour que ce concept soit retraduit en termes politiques dans les discussions au sein des partis politiques), que du point de vue *social* (pour que les organisations de la société civile s'en emparent, et l'utilisent pour défendre leurs intérêts et leurs valeurs, dans le cadre de l'évolution de ce mouvement social planétaire).

La première proposition est donc d'aider les grandes familles politiques à construire des discours politiques sur le changement politique mondial, sur l'État mondial à venir et sur le mouvement démocratique cosmopolitaire qui le porte, pour la mise en œuvre d'une gouvernance mondiale démocratique.

A. Consolider et de diffuser le concept de « mouvement cosmopolitaire » : le mouvement pour une gouvernance mondiale

Moyens :

Organiser des *échanges entre responsables politiques, responsables d'ONG, activistes de mouvements sociaux et académiques pour répondre aux questions suivantes* :

- Comment passer de la société civile transnationale / altermondialiste au mouvement démocratique cosmopolitaire (ci-après « le mouvement ») ?

- Comment combiner le renforcement de l'*identité du mouvement* (force d'identification au mouvement démocratique cosmopolitaire et la *mobilisation des ressources* des organisations œuvrant pour le mouvement (ci-après les « organisations ») et des individus œuvrant dans ces organisations ?

- Comment renforcer les liens (organiques, institutionnels) entre les organisations du mouvement et les institutions politiques existantes ?

- Comment agencer le travail des organisations du mouvement dans les médias (et NTIC / réseaux sociaux) pour accélérer la consolidation du mouvement ?

- Comment agencer les différents types de mobilisation sociale et politique des organisations pour renforcer le mouvement et accélérer sa consolidation aux différents échelons de la gouvernance mondiale, ainsi qu'en fonction des différentes problématiques sociopolitiques (biens communs, migrations, santé, droits humains, etc.) ?

B. Définir les contours d'un mouvement démocratique cosmopolitaire

Moyens :

*Sur la base des séminaires de travail précédents, il s'agit de **publier un livre-manifeste** en trois tomes :*

- un tome sur l'état des lieux de la mondialité et de la mondialisation :

- un tome sur l'état des lieux des mouvements sociaux et du mouvement cosmopolitaire : « Le manifeste du mouvement démocratique cosmopolitaire »

- un tome – programme d'action pour le mouvement démocratique cosmopolitaire : le « Que faire ? » du mouvement cosmopolitaire ».

Ce « manifeste » devra être accompagné :

- d'une *charte méta-politique pour la Gouvernance mondiale* (charte dans laquelle se reconnaissent tous les partis, organisations et personnes s'engageant pour l'émergence d'un État mondial (gouvernance mondiale démocratique, quelle que soit leur idéologie politique) ;

- et d'une charte éthique de *l'engagement politique*.

2. Deuxième constat : le mouvement démocratique cosmopolitaire (mouvement pour la gouvernance mondiale) n'existe pas encore : les organisations et les individus qui le composent n'en ont pas pleine conscience

La notion de **gouvernance mondiale** est de plus en plus en plus fréquemment abordée dans les médias. Elle n'est cependant jamais définie précisément. Elle est évoquée principalement par les Directeurs généraux des Organisations internationales et multilatérales, par les chefs d'État (notamment du G8 ou du G20), par des représentants d'ONG internationales, le plus souvent sectorielles (contre la dette, contre l'OMC, pour le climat, etc.) qui leur font écho, par certains académiques, par les médias eux-mêmes.

Nous acceptons le constat qu'il existe un mouvement démocratique cosmopolitaire en gestation, voire en émergence, notamment depuis la fin des années 80. Du point de vue de la théorie des mouvements sociaux, l'anti- et l'alter-mondialisme peuvent être analysés comme les deux faces d'un même mouvement. À l'instar du mouvement nationalitaire ou du mouvement socialiste qui l'ont précédé, le mouvement démocratique cosmopolitaire est formé d'une multitude d'organisations sociales qui entretiennent entre elles des relations de concurrence, de compétition et de complémentarité.

Cependant, ce mouvement n'est jamais nommé de manière explicite (mais seulement en négatif : anti- ou alter-) ; d'où l'importance de s'attacher en priorité à l'enjeu épistémique (cf. enjeu n° 1, ci-dessus.)

De plus, ce mouvement sera réellement un force sociale quand ses membres (organisations ou individus) auront un sentiment commun d'appartenance, une identité commune, lorsqu'individuellement ils pourront se reconnaître dans un « nous », qui les englobent et les dépasse, quand il pourront dire « je me reconnais dans le mouvement démocratique cosmopolitaire », le mouvement pour la gouvernance mondiale.

D'où l'importance de partir du livre manifeste en trois tomes (ci-dessus) comme base de ralliement.

Pour parvenir à ce sentiment d'appartenance commune, il faut sortir de la notion de « *Forum* »

(lieu de débat) et dépasser la notion « d'Alliances » (sectorielles) pour mettre davantage en exergue la constitution d'une subjectivité collective, d'un « pour soi », que rend mieux la notion de « Mouvement » et nommer ce mouvement : le *mouvement démocratique cosmopolitaire : mouvement pour la gouvernance mondiale*. Ce mouvement peut se nourrir d'un *Forum des forums* et se constituer sur la base d'une *Alliance des alliances*. Mais ce Mouvement ne remplacera ni les Forums qui doivent rester des lieux de débat ouvert, ni les alliances (notamment professionnelles) qui doivent rester des lieux de convergences éthiques sur la base d'intérêts et de valeurs communs.

Le mouvement démocratique cosmopolitaire est un mouvement méta-politique (au-dessus des partis et des idéologies contemporains), comme l'étaient avant lui les mouvements nationalistes et les mouvements de libération nationale. Son objectif étant la création d'un État mondial, il tendra à disparaître au moment où ce dernier sera créé. Les luttes politiques et idéologiques se recomposeront alors dans ce nouveau cadre politique. À l'instar du Parlement européen, un Parlement mondial se verrait traversé par des clivages idéologiques, qui ne seraient pas très différentes de ceux que l'on connaît à l'échelle locale ou à l'échelle de l'État national.

La deuxième proposition est de construire un mouvement politique : le mouvement démocratique cosmopolitaire.

Il s'agit de faciliter la création d'un mouvement démocratique cosmopolitaire mondial aux 5 niveaux politiques de la gouvernance : local (autour des bassins de vie), régional, national, continental, global (planétaire).

Moyens :

- Fonder une organisation qui pourrait s'appeler : « *Cosmopolitis* » : *Vers la gouvernance mondiale* » ou « *Global Citizens movement* », sur la base du « manifeste du mouvement démocratique cosmopolitaire ».

- Lui donner vie un invitant les acteurs actuels de la société civile transnationale à s'y inscrire, en diffusant le manifeste (y compris la charte politique et éthique), à destination :

- des réseaux des Forums sociaux mondiaux, continentaux, régionaux, locaux, ainsi que des Forum sociaux thématiques ;

- de tous les acteurs des programmes des grandes Fondations ;

- des coordinations internationales thématiques (climat, anti-OMC, paysans, Droits humains, syndicats, femmes, environnement, développement et coopération, etc.) ;

- des fonctionnaires internationaux et des diplomates des Organisations internationales et multilatérales ;

- des organisations membres de l'ECOSOC auprès des Nations Unies ;

- des parlementaires affiliés à l'Union parlementaire mondiale ;

- des membres des mouvements politiques et partis organisés au niveau international (mouvement fédéraliste mondial, Internationale socialiste, IV^e Internationale, Global Greens, etc.) ;

- etc.

- Aider les mouvements politiques et partis politiques qui se reconnaissent dans la Charte méta-politique pour la gouvernance mondiale et la charte éthique de l'engagement politique à :

- à s'organiser au niveau international

- à faire entrer les thématiques et enjeux de gouvernance mondiale dans leurs programmes politiques, au niveau national et continental.

- à organiser des rencontres entre représentants de ces partis (responsables de partis, parlementaires, ministres, etc.), pour échanger et discuter des propositions et programmes communs sur la gouvernance mondiale (sectoriellement et globalement)

3. Troisième constat : la société civile transnationale s'est constituée sur une base sectorielle / thématique : cela ne suffit pas à répondre aux enjeux systémiques et globaux contemporains

Depuis le milieu des années 1970 jusqu'au milieu des années 2000, on a rassemblé sous l'étiquette de « nouveaux mouvements sociaux », les mouvements sociaux post 1968 émergeant hors du mouvement ouvrier-syndical : mouvements féministe, pour les droits humains, environnementaliste, écolo-pacifiste, anti-guerre, pour les réfugiés, les sans papiers, pour un logement digne, etc.

Une nouvelle fois - comme pour les mouvements alter- ou anti-mondialisation, la qualification de ces mouvements est construite en opposition ou en négatif : on dit « nouveaux » mouvements sociaux, en référence et en opposition au mouvement ouvrier, mais sans pouvoir qualifier précisément le mouvement.

Les différentes mobilisations se sont constituées autour de thématiques spécifiques. Seule la succession des contre-sommets onusiens, puis des Forums a permis un dialogue entre les militants actifs dans les différents champs de ce mouvement social en émergence.

La société civile transnationale, qui s'est constituée sur une base sectorielle / thématique, n'est pas en mesure aujourd'hui de répondre aux enjeux globaux contemporains qu'elle met elle-même en lumière.

Il reste donc à convaincre les acteurs qui revendiquent *des gouvernances mondiales sectorielles, de la nécessité d'une gouvernance mondiale globale et que celle-ci doit être démocratique.*

La troisième proposition est double :

A. Convaincre les acteurs qui revendiquent des gouvernances mondiales sectorielles / thématiques de la nécessité de concevoir une gouvernance mondiale globale – et d'inscrire leur action dans un Mouvement démocratique cosmopolitaire ;

B. Proposer une stratégie pour une gouvernance des gouvernances : l'État mondial.

A. Repérer les réseaux d'acteurs constitués sur une base sectorielle / thématique et de travailler avec eux sur la gouvernance mondiale globale

Moyens :

Il s'agit d'organiser des séminaires de travail entre différents responsables d'ONG et d'activistes de mouvements sociaux œuvrant dans des coordinations thématiques, mais également en présence de fonctionnaires internationaux ou de cadres d'entreprises transnationales travaillant dans la « responsabilité environnementale et sociale des entreprises » :

• notamment sur la définition des biens communs de l'Humanité et de leur gouvernance mondiale : parmi ces biens communs :

- Eau
- Terre
- Air

- Climat
- Matières premières minières
- Energies
- Forêts
- Mobilité/migration
- Mais aussi sur des questions transversales de la gouvernance mondiale
 - Gouvernance mondiale d'un environnement sain (santé et environnement)
 - Gouvernance mondiale de la Paix, de la sécurité collective et de l'action humanitaire
 - Gouvernance mondiale du développement intégré (**mondial, continental, régional et local**) et du commerce
 - Gouvernance mondiale de la finance et des monnaies
 - Gouvernance mondiale des droits humains et des luttes contre les discriminations
 - Gouvernance mondiale des migrations et de la libre circulation des personnes et du refuge
 - Gouvernance de la connaissance, de la science, de l'éducation, de la société de l'information et de la communication
 - Gouvernance mondiale des médias de masse et des NTIC
- Et enfin sur les principes de la Gouvernance, en mettant en évidence
 - le principe d'efficacité au niveau planétaire
 - la diminution des gaspillages
 - efficacité des décisions
 - la baisse des coûts
 - le principe d'équité
 - une meilleure répartition des ressources
 - le principe de légitimité démocratique
 - transparence des décisions
 - principe de subsidiarité
 - représentation
 - participation
 - démocratie directe

**B. Travailler sur les domaines qui forment
l'ossature de l'état mondial en gestation,
c'est-à-dire qui institutionnalisent déjà
une gouvernance mondiale démocratique :
le droit international et les organisations
onusiennes et multilatérales (BIT, OMC, etc.)**

- Promotion d'un « droit mondial » : droit international contraignant
- Effectuer un corpus de droit mondial et l'éditer avec un appareil critique soulignant les lacunes du droit en matière de gouvernance mondiale
- Renforcer – sur le plan académique – la doctrine sur le droit mondial, en stimulant la création d'un réseau d'Instituts de Droit mondial dans chacun des grands ensembles culturels.
- Renforcer le caractère exécutoire des décisions des tribunaux mondiaux : faire pression pour l'exécution des jugements
- Promotion de la réorganisation des Organisations internationales et multilatérales en vue de leur renforcement
- Création d'un parlement des Nations unies, à côté de l'Assemblée générale des États, ainsi que d'un Conseil de la société civile mondiale.
- Election par la triple chambre d'un gouvernement des Nations Unies, dont les agences onusiennes et les organisations internationales seraient les « ministères ».

Conclusions

À chaque édition du Forum social mondial, des dizaines de milliers de militants du monde entier viennent reprendre leur souffle et leur inspiration au cœur du mouvement social.

C'est cette lente et continue respiration qui, depuis une vingtaine d'années, a lancé le plus grand mouvement social de tous les temps, dans une course de fond, pour sauver l'Humanité et la planète et construire un monde meilleur. Altermondialisme : un autre monde. C'est-à-dire tout d'abord Un monde. Un SEUL monde, mais « un monde dans lequel entrent tous les mondes », comme le disait le Sub-Commandante Marcos au Chiapas, il y a 18 ans quand il lançait l'insurrection zapatiste.

En vingt ans, nous avons créé UN monde. En vingt ans, nous en avons fait l'analyse, le bilan et nous avons ébauchés des alternatives écologiques, économiques et sociales.

En vingt ans, de Rio-1992 à Rio-2012, du G7 au G20, du GATT à l'OMC, de l'élargissement des DTS (droits de tirages spéciaux) du FMI aux pays émergents, des contre-sommets aux Forum sociaux mondiaux, de la popularisation de l'idée de « gouvernance mondiale » de l'OMC à l'ONU (notamment à Genève), l'aspiration à davantage de légitimité des décisions prises à l'échelle mondiale semble suivre une tendance très claire.

Depuis Genève, qui est aujourd'hui considérée comme une « capitale incontournable de la gouvernance mondiale », cette tendance est incontestablement nette.

L'objectif de ce texte était d'apporter une contribution supplémentaire à la compréhension de ce qui définit aujourd'hui le mouvement démocratique cosmopolitaire en émergence, ce mouvement social planétaire qui appelle de ses vœux la constitution d'une communauté – voire d'une société – planétaire plurielle, responsable et solidaire, c'est-à-dire démocratique.

Mouvement social et gouvernance mondiale

Pour un mouvement démocratique cosmopolitaire

Il appartient aux sociétés civiles nationales et transnationales d'exiger le passage au « mondial » ; à l'instar des mouvements de nationalitaires du XIX^e siècle ou des mouvements de libération nationale du XX^e, le mouvement social planétaire (de Porto Alegre à Rio+20) doit se transformer en mouvement « politique » mondial : un mouvement cosmopolitaire pour l'existence d'un système politique mondial.

Un système mondial capable de mettre en œuvre « la durabilité de la Terre pour un développement social et humain », préservant la biodiversité et éradiquant la misère.

Ce cahier vise donc à démontrer qu'une communauté mondiale, c'est-à-dire une Humanité ayant le sentiment et la volonté de partager un destin commun à l'échelle de la planète, ne peut advenir sans la constitution d'une forme – quelle qu'elle soit – de pouvoir politique planétaire : une sorte d'État mondial.

J'ai donc choisi de qualifier plus précisément le mouvement social global que j'observe en tant que sociologue et auquel je participe comme militant depuis plus de vingt-cinq ans. Nous ne partons pas de rien, divers processus sociaux liés à la mondialisation sont à l'œuvre, et notamment de manière accélérée, depuis un quart de siècle. En effet, les nouveaux mouvements sociaux apparus après 1968, puis les mouvements anti- et altermondialistes convergent de fait depuis une vingtaine d'années autour de revendications de droits et aboutissant à poser la question de la création d'un État mondial, dans lequel se redéploierait la lutte des forces sociales et politiques.

C'est ce mouvement démocratique cosmopolitaire en gestation qui devra exiger la formation d'un État mondial démocratique.

Jean Rossiaud
Genève, le 25 novembre 2012

www.gouvernance-mondiale.org



Ce cahier est publié avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer

fph | Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme